

Travail social en service public territorial

Dossier documentaire

Janvier 2017



SOLIDARITÉ, COHÉSION
SOCIALE ET ENFANCE

ITINÉRAIRE

Travailleur.se social.e
en service public
territorial

Dossier suivi par

Amandine ROBIN, Responsable du pôle de compétences des Politiques sociales, INSET d'Angers

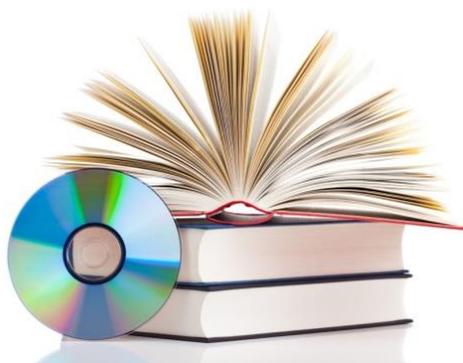
Nathalie ROBICHON, Responsable du service des Pôles de l'INSET d'Angers

Bérangère GODEMENT, Documentaliste au centre de ressources documentaires de l'INSET d'Angers

SE DOCUMENTER

Préambule

1. [Introduction : Un plan national en faveur du travail social et du développement social](#)
2. [Compréhension de l'environnement](#)
3. [Posture professionnelle](#)
4. [Pratiques professionnelles individuelles](#)
5. [Pratiques professionnelles collectives](#)
6. [Autres ressources utiles](#)
 - Sites
 - Emissions et conférences en ligne



Préambule

Le constat est aujourd'hui, et depuis déjà quelques années, partagé par les acteurs du champ social : le travail social subit une crise protéiforme. Même si cette crise est ancienne, elle s'exprime très fortement aujourd'hui sur le terrain, notamment en raison des évolutions sociétales qui ont profondément modifié le contexte des politiques publiques et sociales et de la complexification des modalités d'interventions.

Ce constat de crise, partagé dans le cadre de la démarche de refondation du travail social engagée au niveau national depuis 2013 à travers les **Etats Généraux du Travail Social (EGTS)**, a permis d'inscrire à l'agenda politique de 2015 de nouveaux enjeux pour le travail social.

Cette démarche a donné lieu à la présentation d'un **plan national en faveur du travail social et du développement social** en Conseil des Ministres le 21 octobre 2015 par Marisol TOURAINE Ministre des Affaires Sociales, de la Santé et des Droits des femmes et Ségolène NEUVILLE, Secrétaire d'État chargée des Personnes handicapées et de la Lutte contre l'exclusion.

Ce plan national détaille des préconisations autour de 4 axes fondateurs. Les préconisations formulées concernent pleinement les collectivités territoriales et les professionnels territoriaux. De même, **la formation constitue un axe clé du plan** : le CNFPT a contribué aux réflexions dans le cadre des EGTS et doit désormais décliner ce plan dans son offre de services.

Le CNFPT est en effet doté d'une **offre de service pour accompagner et soutenir les professionnels du secteur social**. Dans un souci d'adaptation et de développement de son offre, il a, à travers l'INSET d'Angers et ses réseaux de pôles de compétences, engagé des travaux mobilisant des professionnels territoriaux, des universitaires-chercheurs et des conseillers formations de ses différentes délégations.

Un **itinéraire de formation pour les « travailleur.se social.e en service public territorial » est ainsi expérimenté à partir de 2017**. Des stages fondamentaux seront déployés sur les territoires, autour de **4 grands blocs de compétences** :

- **Compréhension de l'environnement** : S'inscrire dans son environnement de travail institutionnel et réglementaire ;
- **Posture professionnelle** : Adopter une posture professionnelle en référence à son cadre d'intervention ;
- **Pratiques professionnelles individuelles** : Analyser et développer sa pratique professionnelle dans l'accompagnement pour développer les capacités et potentialités ;
- **Pratiques professionnelles collectives** : Mettre en œuvre différentes méthodes d'intervention sociale en lien avec les acteurs du territoire/dans une démarche partenariale.

Ce dossier documentaire fait partie des ressources qui sont mises à votre disposition dans **la boîte à outils « Travail social en SPT »**, afin de soutenir le déploiement des stages en interne mais également pour alimenter les collectivités et professionnels dans l'exercice de leurs missions. Son plan reprend donc les 4 blocs de compétences précités. Cette première version sera complétée à partir de fin 2017 par les thématiques de stages qui seront expérimentés en 2018.

Enfin, ce dossier s'attache à proposer des ressources sur les fondamentaux du travail social, s'agissant d'approfondissements sur des thématiques et/ou publics cibles ; d'autres dossiers documentaires peuvent venir compléter et préciser cette base (cf. références citées dans le dossier).

Marion Leroux
Directrice de l'INSET Angers

1 / Introduction : Un plan national du travail social et du développement social

PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL EN FAVEUR DU TRAVAIL SOCIAL ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Marisol Touraine et Ségolène Neuville ont présenté, mercredi 21 octobre 2015 en Conseil des ministres, le plan d'action interministériel en faveur du Travail Social et du développement social.

Ce plan prévoit 26 mesures autour de 4 thématiques :

- la participation et l'accompagnement des personnes
- la promotion du développement social pour simplifier les politiques publiques
- la reconnaissance du travail social et la modernisation de l'appareil de formation
- la rénovation de la gouvernance

<http://social-sante.gouv.fr/grands-dossiers/travail-social/article/plan-d-action-interministeriel-en-faveur-du-travail-social-et-du-developpement>

Le calendrier des 16 mesures clés :

La Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS) publie un premier bilan des mesures mises en oeuvre dans le cadre du Plan d'Action en faveur du Travail Social ainsi qu'un calendrier des 16 mesures clés

http://paca.drdjcs.gouv.fr/sites/paca.drdjcs.gouv.fr/IMG/pdf/4pages_neuville_version_du_241016

Le rapport de la CPC sur le schéma directeur des formations sociales

Actualités sociales hebdomadaires, 14/10/2016, n° 2979, p. 53-58

Comme le rapport « Bourguignon », la commission soutient l'idée d'un socle commun de compétences, dans la perspective d'une spécialisation progressive. Elle suggère même de l'organiser en trois filières – éducative, sociale et famille/petite enfance –, complétées par une filière transverse de management. Autres préconisations : relever au niveau II les diplômes de niveau III et moderniser l'alternance intégrative.

<http://social-sante.gouv.fr/ministere/documentation-et-publications->

HAUT CONSEIL DU TRAVAIL SOCIAL

Rapport de préfiguration du conseil interministériel du travail social / BOURGUIGNON Brigitte, Ministère des affaires sociales et de la santé, 2016, 47 p.

http://social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_cits_vdef.pdf

Conformément au plan d'action en faveur du travail social et du développement social présenté en octobre dernier, le gouvernement s'est engagé à moderniser le Conseil supérieur en travail social (CSTS), créé en 1984, en le transformant en "conseil interministériel du travail social" (CITS). Pour ce faire, il a confié à Brigitte Bourguignon, députée (PS) du Pas-de-Calais, qui avait suggéré cette réforme dans un précédent rapport, une mission de préfiguration de la nouvelle instance. C'est en toute discrétion que l'éluë a remis ses conclusions à la ministre des Affaires sociales, Marisol Touraine, et à la secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion, Ségolène Neuville, qui les ont publiées sur leur site le 23 juin. La nouvelle instance devrait être installée jeudi 7 juillet. L'appellation de CITS préconisée par Brigitte Bourguignon ne devrait cependant pas être retenue, le ministère lui préférant celle de Haut Conseil du travail social.

Un Haut Conseil du travail social remplace le CSTS

Actualités sociales hebdomadaires, 08/07/2016, n° 2968, p. 40-41

Dans le cadre du plan d'action en faveur du travail social et du développement social présenté en octobre dernier, le gouvernement avait promis de moderniser le Conseil supérieur en travail social (CSTS), instauré en 1984. C'est désormais chose faite avec la création, pour cinq ans, par un décret et un arrêté récemment parus au Journal officiel, d'un Haut Conseil du travail social, qui succède au CSTS et devait être installé le 7 juillet. Sa composition et ses missions s'inspirent largement des préconisations de Brigitte Bourguignon qui avait été chargée d'une mission de préfiguration de l'instance et dont les conclusions ont été rendues publiques le 23 juin dernier. Nous reviendrons ultérieurement en détail sur le fonctionnement et la composition de cette nouvelle instance.

Décret n° 2016-905 du 1er juillet 2016 portant création du Haut Conseil du travail social

https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000032825931

Arrêté du 2 juillet 2016 relatif à la composition et au fonctionnement du Haut Conseil du travail social

https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000032848143

Consulter les publications de l'ancien CSTS, prédécesseur du Haut Conseil du travail social (HCTS)

<http://social-sante.gouv.fr/ministere/acteurs/instances-rattachees/article/hcts-haut-conseil-du-travail-social>

RAPPORT DE LA MISSION BOURGUIGNON

Reconnaître et valoriser le travail social – Mission de concertation relative aux états généraux du travail social / BOURGUIGNON Brigitte

Ministère des affaires sociales, 07/2015, 85 p.

<http://www.gouvernement.fr/partage/5068-rapport-reconnaitre-et-valoriser-le-travail-social>

Dans le prolongement des Assises territoriales du travail social organisées en janvier 2014, plusieurs groupes thématiques ont été lancés par la Secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion : travail social et développement social, coordination institutionnelle entre acteurs, formation initiale et formation continue, métiers et complémentarités, place des usagers.

L'une des propositions émanant de la Commission professionnelle consultative (CPC) du travail social et de l'intervention sociale consistait dans la réarchitecture des diplômes de travail social selon le principe "un diplôme par niveau". L'énoncé de cette proposition a suscité une désapprobation radicale par les professionnels, les étudiants et les formateurs dans le sens qu'elle était comprise comme porteuse de la disparition des diplômes, voire des métiers. La recommandation de la CPC partait du constat que l'évolution des politiques sociales et la prise en compte des problématiques sociales de plus en plus complexes nécessitaient de faire évoluer les pratiques vers une approche plus globale des besoins des personnes.

Dans ce contexte, le Premier ministre a diligencé une mission de concertation élargie, dont l'objectif était de récapituler les besoins et contraintes du travail social, vérifier en particulier si le projet de la CPC répondait à ces attentes et proposer plus globalement les grandes lignes d'une réforme du travail social avec une attention particulière pour les métiers de la petite enfance.

PLAN PLURIANNUEL CONTRE LA PAUVRETE ET POUR L'INCLUSION SOCIALE

Adopté en janvier 2013 après une large concertation, les objectifs ambitieux qui y figurent ont tous été traduits par des mesures concrètes portées par l'ensemble du gouvernement.

Les politiques d'accès à l'emploi, aux soins, à l'éducation, au logement et les aides aux familles intègrent désormais pleinement la nécessité de s'adresser aux personnes les plus fragiles. Loin des clichés sur un supposé "assistanat", ce plan agit aux véritables racines de la pauvreté : le non recours aux droits, le manque d'accompagnement ou de formation, ou encore l'isolement face aux accidents de la vie.

Il renforce le rôle de bouclier social des politiques publiques, et il agit également comme un tremplin pour offrir des opportunités aux personnes en difficulté et leur permettre de rebondir.

Bilan 2013-2015 et perspectives 2016-2017

<http://social-sante.gouv.fr/actualites/presse/dossiers-de-presse/article/plan-pluriannuel-contre-la-pauvrete-et-pour-l-inclusion-sociale-bilan-2013-2015>

RAPPORTS DES ETATS GENERAUX DU TRAVAIL SOCIAL



ÉTATS GÉNÉRAUX
DU TRAVAIL SOCIAL

Les Etats généraux du travail social ont donné lieu à de nombreux échanges dans les territoires en 2014. Cinq groupes de travail nationaux ont été chargés de synthétiser les travaux des assises régionales et de formuler des propositions sur les cinq thèmes suivants :

- ▶ coordination des acteurs,
- ▶ formation initiale et formation continue,
- ▶ métiers et complémentarités,
- ▶ place des usagers,
- ▶ développement social et travail social collectif.

<http://social-sante.gouv.fr/grands-dossiers/travail-social/article/rapports-des-egts>

Les Etats généraux du travail social, un difficile état des lieux

Revue française de service social, 2016, p. 8-123

- Les Etats généraux du travail social, un difficile état des lieux
- La participation des usagers lors des états généraux du travail social
- Les associations professionnelles se positionnent !
- Les formations sociales à l'épreuve des états généraux du travail social

Après les États généraux du travail social...

Vie sociale, 03/2016, n° 13, 209 p.

<http://www.cairn.info/revue-vie-sociale-2016-1.htm>

Ce numéro a pour objectif de contextualiser la préparation des États généraux du travail social, de réfléchir aux apports des assises territoriales et des travaux des commissions, de mettre en lumière les enseignements majeurs de cette démarche et de proposer un certain nombre d'enjeux fondamentaux pour l'avenir.

- Autres références

Du travailleur social au travail social dans les collectivités

Inet, 18/09/2014, 171 p

http://cnfpt.fr/sites/default/files/etude_inet_travail_social.pdf

La question du travail social et de ses nouveaux enjeux dans un contexte de crise a donné lieu à un foisonnement de productions s'attachant pour la plupart à analyser l'impact des bouleversements sociaux sur les pratiques professionnelles à l'origine d'une remise en cause du sens du travail social.

Parmi ces nombreux travaux, un nombre très réduit a cependant été consacré à la question du travail social dans les collectivités territoriales. Or, ces dernières, en particulier les départements et les communes les plus importantes, représentent le premier employeur des agents des filières sociales et médico-sociales. Dès lors, si l'on veut relever le défi majeur du travail social consistant à apporter une réponse satisfaisante aux besoins sociaux des citoyens-usagers en constante évolution, il apparaît difficile de dissocier l'analyse des pratiques professionnelles de celle des contraintes institutionnelles et des exigences du service public local auxquelles font face les collectivités dans leur ensemble. Cette étude menée par des élèves administrateurs territoriaux se donne donc pour ambition de faire se croiser les problématiques du travail social et de l'action des collectivités territoriales dans la sphère sociale.

Le social en Europe

Vie sociale et traitement, 2014, p. 12-71

<http://www.cairn.info/revue-vie-sociale-et-traitements-2014-2.htm>

Comment le travail social existe-t-il dans l'Union européenne ? Quittons la France avec sa conception laïque de l'action publique qui s'occupe en direct du bien de tous, pour aller rencontrer d'autres conceptions de l'État qui ont modelé des mises en œuvre différentes de l'action sociale. Quel est le poids historique et actuel des soubassements religieux ? Des mouvements philanthropiques ? Du patronat chrétien ? Quelle est la place des bénévoles ? Celle des collectifs, des groupes, des communautés ? Qui décide des pratiques à développer ? D'autre part, les coups de boutoir de l'économie libérale sont les mêmes pour tous, et la marchandisation du social est en cours dans le cadre de la politique économique de l'Europe. Comment cela est-il vécu, perçu, analysé, utilisé ?

Intervention sociale de proximité et territoire, IGAS, 2005, 340 p.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/064000126/index.shtml>

Qu'est-ce aujourd'hui que l'intervention sociale de proximité ? Qu'en attend-on et que peut-on en attendre ? Comment est-elle mise en œuvre ? Comment appréhender ses résultats ? C'est à partir de ces quelques questions que l'IGAS a orienté ses travaux pour réaliser son rapport annuel, prenant l'usager comme point de départ et fil conducteur. Le rapport aborde successivement les points suivants : description de l'intervention sociale dans son développement historique, ses pratiques, et analyse des moyens qui lui sont consacrés ; environnement de l'intervention sociale caractérisé par les profondes évolutions qui ont marqué son cadre économique, social et institutionnel ; observation des pratiques sur le terrain ; propositions concernant le contexte institutionnel dans lequel s'exerce l'intervention sociale, son cadre d'action, son organisation, ses méthodes et son évaluation.

2 / Compréhension de l'environnement

A / EVOLUTION DE LA DEMANDE SOCIALE, ET IMPACTS SUR LES PRATIQUES ET MODES D'INTERVENTION

- **Articles**

Le numérique : progrès ou régression

Actes : actions et territoires du social, 10/2016, n° 471, p. 9-19

- Accompagner pour démystifier : CCAS de Talence
- Ne pas subir la dématérialisation : expérience du CCAS de Rennes
- La numérisation n'empêche pas de réhumaniser l'accueil : CCAS de Besançon
- Emmaüs Connect : faire du numérique un levier d'insertion
- Saint-Louis : éviter la fracture numérique

Travail social - Des métiers qui ont moins la cote

Travail Social Actualités, 06/2016, n° 73, p. 15-22

La chute du nombre de candidats dans certaines filières du travail social interroge les centres de formation. Parmi les hypothèses sur l'origine de cette relative désaffection, les conditions de travail difficiles, la perte de sens qui affecte ces métiers... voire une « crise des vocations ». Comment relancer l'attractivité du secteur ?

- La créativité comme facteur d'attractivité : IME Alternance - Bourg-la-Reine
- L'art de diffuser l'enthousiasme : la page Facebook pour les "partages positifs" entre travailleurs sociaux
- En Suisse : des effectifs régulés mais sous-estimés

Numérique. Vers une action sociale 2.0 ?

Gazette sante social (la), 06/2016, n° 130-131, p. 15-22

https://odenore.msh-alpes.fr/documents/gss130_131_dos_act_sociale_2_0.pdf

Pendant que le projet de loi pour une République numérique se discute au Parlement, la dématérialisation des services publics fait une entrée fracassante dans les métiers de l'action sociale. Car si 80 % de la population n'en souffre pas, elle frappe d'exclusion numérique les populations les plus en difficulté. Mal préparés, les travailleurs sociaux en sont réduits à faire à la place des usagers quand leur mission devrait être de les accompagner. L'outil digital peut-il être un accélérateur du pouvoir d'agir des personnes et un antidote à la dépendance à l'accompagnement, comme le croit Emmaüs Connect ? Peut-être, si les préconisations du Conseil national pour le numérique de 2013 finissent un jour par être appliquées

- Expériences : Ville de Bondy, Conseil départemental de la Dordogne

- Points de vue : Hélène Revil (Odenore), Vincent Meyer (GEP SO)

- Les britanniques misent sur le design et l'accompagnement

<https://odenore.msh-alpes.fr>

<http://www.gepso.com>

La numérisation facteur d'exclusion pour ceux qui cumulent précarité sociale et numérique

Le Monde, 07/04/2016

<http://emmaus-connect.org/2016/05/emmaus-connect-publie-une-tribune-mobilisation/>

Ce texte, à l'initiative d'Emmaüs Connect, est cosigné par un regroupement inédit d'une vingtaine de structures et personnalités, associations de solidarité, entreprises et entrepreneurs du Web

Inclusion numérique. Action sociale et numérique : l'urgence d'un rapprochement / SEDRATI DINET Caroline

Actualités sociales hebdomadaires, 01/04/2016, n° 2954, p. 28-31

Si l'usage des outils numériques fait désormais partie intégrante des pratiques professionnelles des intervenants sociaux, aucune réflexion globale n'accompagne cette évolution. Afin de ne pas laisser sur le bord de la route les publics déconnectés, une étude d'Emmaüs Connect invite le secteur social et les acteurs du numérique à coopérer.

- Les effets pervers de la dématérialisation

<http://connexions-solidaires.fr/>

<https://www.facebook.com/connectemmaus>

Le travail social face aux vulnérabilités / BRESSON Maryse

Cahiers français, 01/2016, n° 390, p. 49-53

Apparu avec la question sociale au cours du XIX^{ème} siècle, le travail social a depuis embrassé un champ de plus en plus vaste, allant de l'assistance sociale aux plus démunis à l'accompagnement vers l'emploi des personnes en insertion. L'apparition de nouvelles formes de vulnérabilités durant les années 1980, avec les figures des "nouveaux pauvres", des "jeunes de banlieue" ou encore des travailleurs pauvres, va changer en profondeur le public auquel s'adressent les travailleurs sociaux. Cette mutation des publics s'accompagne d'une évolution, elle aussi majeure, des politiques sociales, davantage individualisées et territorialisées. Maryse Bresson souligne le malaise actuel du travail social, pris entre des moyens insuffisants au regard de l'enjeu qu'on lui confie, à savoir repenser le modèle social, et des interrogations sur la pertinence des modalités actuelles d'intervention.

Numérique : parent pauvre de l'action sociale ? / DAVENEL Yves-Marie

Cahiers Connexions Solidaires (Les), n°3, 2015, p. 10-12

Face à la vague digitale qui déferle sur eux, le constat des intervenants sociaux est sans appel : "le numérique, on le traite comme on peut et quand on peut, mais il devient impossible de l'ignorer car il vient percuter l'ensemble des sujets". Il vient notamment transformer l'accès aux services publics et aux prestations sociales qui se dématérialisent, mettant ainsi en difficulté plusieurs millions de personnes qui cumulent précarité et exclusion numérique. Il oblige donc l'action sociale, de facto en première ligne sur ce sujet, à revoir ses pratiques professionnelles et à intégrer, sans y être préparée, la numérisation de l'administration ; une difficulté devenue quotidienne, dont l'étude d'Emmaüs Connect souligne les enjeux.

« Inscrire l'intervention sociale dans le cadre du développement durable »

Actualités sociales hebdomadaires, 04/12/2015, n° 2936, p. 21

Le 1er décembre, en marge de la COP 21, s'est tenu un séminaire intitulé « Travail social, changement climatique et gestion des risques » organisé par plusieurs acteurs représentant la formation et la recherche en travail social. L'objectif était de montrer le rôle et les apports du travail social dans le développement durable, explique Robert Bergougnan, directeur d'un établissement de formation et membre de l'Unaforis (Union nationale des associations de formation et de recherche en intervention sociale).

Travail social. Les professionnels à la recherche du temps perdu / FAURE Marc-Michel

Travail Social Actualités, 11/2015, n° 67, p. 15-22

En quelques décennies, l'intervention sociale et médico-sociale s'est transformée en une course contre la montre. Actes calibrés, dispositifs à durée limitée, temps relationnel chichement compté...la liste serait longue. Retrouver des marges de manœuvre devient un enjeu majeur du travail social.

- "Le temps présent est valorisé", Brigitte Bouquet, Professeur émérite au Cnam

Travail social. Comment intervenir auprès des classes moyennes ? / STOCKER Alexandre

Travail Social Actualités, 09/2015, n° 65, p. 17-24

Avec l'accentuation des problèmes sociaux, les classes moyennes sont de plus en plus frappées par la précarité. Elles hésitent pourtant à pousser la porte des services sociaux. Pour élargir leur intervention, ceux-ci réfléchissent aux moyens de changer l'image du social, associé à l'assistanat. Exploration d'un enjeu de politique sociale.

- Les centres sociaux font peau neuve
- Lille anti-précarité énergétique
- En Espagne, une crise à multiples facettes

Encadrer le changement pour un développement social durable

Journal de l'action sociale & du développement social (le), 03/2015, n° 195, p. 44-49

L'Association Nationale des Cadres des Départements (ANCASD) s'est donné comme objet de repérer les évolutions en matière d'action sociale, de les analyser et d'en évaluer l'impact sur les populations, les pratiques professionnelles et les organisations de services, par l'échange de pratiques et d'expérimentations. Force de proposition auprès des instances décisionnelles pour l'évolution et le devenir du travail social, elle s'est engagée dans la démarche des états généraux du travail social.

Les nouvelles technologies, un enjeu pour le travail social

Actualités sociales hebdomadaires, n° 2895, 30/01/2015, p. 30-33

L'accélération du développement des nouvelles technologies (capteurs, objets communicants, réalité virtuelle...) va bousculer les pratiques professionnelles. Comment permettre aux travailleurs sociaux de maîtriser ces outils afin que ceux-ci soient réellement au service de la relation d'aide à l'utilisateur ?

Travail social : une nécessaire refondation

Gazette des communes, des départements, des régions (la), n° 2252, 12/01/2015, p. 19-24

Des travailleurs sociaux fragilisés par la crise : le projet des états généraux du travail social, qui sont censés "donner aux politiques sociales les professionnels dont elles ont besoin", semble en décalage avec les préoccupations du terrain. Témoignages.

- travailler autrement pour changer la relation à l'utilisateur : mettre en place des actions collectives et des équipes pluridisciplinaires permet de faire évoluer le regard des usagers sur le travail social et, inversement, celui des travailleurs sociaux sur le public. Des professionnels œuvrent déjà dans ce sens. Expérience : Meurthe-et-Moselle : dans un bus, professionnels et habitants accueillent le public.

- "Les acteurs du social ont toujours su de positionner en temps de crise", selon Henri Pascal, sociologue, ancien formateur, la connaissance de l'histoire du travail social, qui n'a cessé d'évoluer, peut fournir des réponses à des travailleurs sociaux en plein questionnement.

On n'a jamais autant sollicité les travailleurs sociaux qu'à l'heure actuelle

Actualités sociales hebdomadaires, n° 2887, 12/12/2014, p. 36-37

La notion d'« Etat social actif » est née au tournant des années 2000. Le sociologue belge Didier Vrancken lui avait consacré un ouvrage en 2002 : « Le crépuscule du social ». Mais, depuis, le social est devenu « barbare », étranger à lui-même, constate le chercheur qui propose une nouvelle édition augmentée de ce livre, où il met notamment en lumière le rôle central des travailleurs sociaux.

Le vécu de la pauvreté

Informations sociales, 03/2014, 163 p.

Les analyses de la pauvreté portent généralement sur le recensement et le repérage des caractéristiques de l'ensemble des personnes pauvres. Or, avec la crise, la population touchée s'est diversifiée. La pauvreté n'a pas les mêmes effets selon l'âge, la configuration familiale, le territoire où l'on vit. Parallèlement, les dispositifs de lutte contre la pauvreté ont eux-mêmes subi ces dernières années un certain nombre d'évolutions conduisant à des transformations des missions et des pratiques des intervenants sociaux.

La première partie du numéro appréhende les différentes catégories de la pauvreté sous l'angle non seulement des ressources disponibles mais aussi de la gestion budgétaire, le logement ou les opportunités dont les personnes bénéficient, en fonction des territoires, ou de leur formation. La deuxième partie du numéro poursuit l'analyse des conditions de vie à travers des expériences quotidiennes (mobilité, consommation) ou en termes d'accès à des services comme la culture, en particulier. La troisième partie s'interroge sur l'adaptation de l'intervention publique aux transformations des formes de pauvreté mais aussi à la diversité des publics concernés.

I - Mesurer la pauvreté : approches plurielles

II - Pauvreté et conditions de vie

III - Intervenir en faveur des plus vulnérables

<http://www.caf.fr/etudes-et-statistiques/publications/informations-sociales/informations-sociales-182>

Les travailleurs sociaux confrontés à la "surexclusion" / PAQUET Michel

Actualités sociales hebdomadaires, n° 2840, 03/01/2014, p. 18-21

Avec l'installation durable de la crise économique, une population grandissante passe à travers les mailles du système de protection sociale. Cumulant les difficultés, elle confronte les professionnels à la rigidité et au cloisonnement des dispositifs.

L'accélération du changement dans notre société. Son impact sur la profession /

Revue française de service social, n° 251, 12/2013, p. 8-87

- Inventer de nouveaux modèles d'organisation en action sociale
- Société et travail social
- Les ambitions d'un professionnalisme : le social worker selon Mary E. Richmond
- Alchimie de la profession : entre unité et diversité
- Réflexions autour de quelques spécificités du travail social en psychiatrie
- Innover, c'est prendre conscience
- Positionnement et Questions d'une assistante de service social spécialisée « personnes âgées » face à 10 ans d'évolutions de service.
- La construction d'une identité professionnelle constitue un atout pour faire face à l'accélération du changement
- Présentation d'un travail d'intervention sociale d'intérêt collectif mené par les travailleurs sociaux de l'action sociale de la SNCF
- Le Traumatisme Crânien (TC) à l'épreuve de l'Intervention Sociale d'Intérêt Collectif

De l'éducation à l'accompagnement, quelles questions pour le travail social ? / MICHEL Mireille

Vie sociale, n° 04, 2013, p. 177-190

L'histoire de l'éducation est ancienne, elle commence sûrement avec l'apparition de l'homme. De l'idée de normalisation, de transmission générationnelle à celle d'individuation, l'éducation est un objet de réflexions, de débats, d'études, de sciences, de recherches. Aujourd'hui le terme d'accompagnement tend peut-être à supplanter celui d'éducation. Peu usité dans les années 1960-1970, ce terme devient d'un usage courant. Nous verrons que les pratiques d'accompagnement sont à mettre en lien avec les mutations sociales et envahissent, à partir des années 1975-1980, tous les domaines de la vie. Mais l'accompagnement constitue-t-il un ensemble homogène de pratiques dans un temps de « transition sociale » ? Quelles en sont les fonctions ? Quels sont ses enjeux et ses risques ? Et pourquoi ne plus miser sur l'éducation ?

La crise et ses répercussions sur le travail social

Revue française de service social, n° n° 250, 09/2013, 152 p.

Ce numéro s'intéresse à la façon dont l'action sociale peut se situer en période de crise dans les différents systèmes : économique, politique, éducatif, sanitaire, culturel et social. La première partie est une approche théorique de la crise et des pistes d'action possibles, suivie, dans la deuxième partie, de la relation d'expériences de professionnels de terrain tant dans le vécu de la crise que dans la mise en oeuvre de pratiques pour agir dans ce contexte.

• Ouvrages



Les territoires vécus de l'intervention sociale / BRESSON Maryse, COLOMB Fabrice, GASPARD Jean-François

Presses universitaires du Septentrion, 2015, 257 p.

L'ouvrage étudie les différentes facettes et conséquences d'une réforme importante des politiques sociales et de l'intervention sociale, la « territorialisation », qui fait évoluer les politiques publiques et les dispositifs sociaux de l'échelon national vers l'échelon local. L'originalité de l'ouvrage consiste à poser cette question du point de vue des territoires « vécus » par les acteurs -politiques, professionnels et usagers-bénéficiaires de l'intervention sociale. C'est ce qui donne aussi tout son intérêt à la mise en évidence de

convergences internationales, mais aussi de diversité y compris, à l'intérieur d'un pays, selon les territoires locaux, selon les domaines d'intervention et selon les acteurs.



Les technologies numériques au service de l'utilisateur... Au secours du travail social ? MEYER Vincent

GEPSO, 2014, 287 p.

L'évolution des individus en société a, de tout temps, été marquée par des dispositifs sociotechniques d'information et de communication, plus récemment dénommés « nouvelles technologies ». En ce début du XXIe siècle, on assiste à une accélération de la pénétration de ces technologies, couplée à une amplification de leurs effets sur notre vie quotidienne : l'habitat, la télévision et même nos lunettes deviennent « intelligents ». Les technologies numériques permettront, dans un proche avenir, de réaliser de nombreuses

activités jusqu'alors accomplies dans des échanges interpersonnels. Qu'en sera-t-il avec et pour les publics fragilisés, en situation de handicap ou marginalisés ? Volontairement ou non, les pratiques professionnelles en travail social sont influencées par ces technologies. Par ailleurs, les personnes accueillies ou accompagnées utilisent déjà ces dernières pour des usages variés et dans leur quotidien pour communiquer. Pour nourrir ce débat, le Comité scientifique de l'éthique, des pratiques professionnelles et de l'évaluation du GEPSO s'associe au laboratoire Information, Milieux, Médias, Médiations (I3M) pour caractériser et interroger à la fois : les pistes technologiques d'avenir à développer dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux ; les coopérations souhaitables entre les professionnels du social, les chercheurs et les développeurs des technologies numériques dans de multiples domaines (des aides techniques aux usages de la réalité virtuelle) ; les nouvelles règles du vivre ensemble entre professionnels et « usagers » de plus en plus connectés. Dans une perspective pluridisciplinaire, cet ouvrage propose une analyse des dispositifs sociotechniques actuels et en devenir au service de l'utilisateur et dans la perspective, toujours d'actualité, de mutation du travail social.



Accompagner. Le travail social face à la précarité durable / GIULIANI Frédérique

Presses universitaires de Rennes, 2013, 192 p.

Qu'est-ce qu'accompagner dans le champ de l'intervention sociale ? À l'aide des outils méthodologiques et paradigmatiques inspirés par l'interactionnisme symbolique et par la sociologie pragmatique, cet ouvrage explicite les nouveaux enjeux de la relation institutionnelle – son mandat, ses finalités renouvelées et ses logiques de mise en œuvre –, dans un contexte sociétal marqué par la précarisation durable et la vulnérabilité des parcours sociaux. L'auteure s'appuie sur une enquête de terrain de type ethnographique,

conduite au cœur de deux dispositifs d'accompagnement, l'un dédié aux jeunes repérés comme en difficulté d'insertion, l'autre au soutien à la parentalité.



**Citoyens d'une société numérique : accès, littératie, médiations, pouvoir d'agir : pour une nouvelle politique d'inclusion / PEUGEOT Valérie
Conseil national du Numérique, 10/2013**

<http://www.cnnumerique.fr/inclusion/>

Les recommandations du rapport, remis le 26 novembre 2013 à Fleur Pellerin, ministre déléguée chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique, sont les suivantes :

- faire de l'accès à l'Internet et ses ressources essentielles un droit effectif ;
- faire de la littératie pour tout le socle d'une société inclusive ;
- s'appuyer sur le numérique pour renforcer le « pouvoir d'agir » de tous les citoyens ;
- réinventer les médiations à l'ère numérique ;
- développer l'emploi pour les jeunes dans le secteur du numérique ;
- aider les décideurs à prendre en compte les enjeux sociaux et politiques du numérique ;
- disposer d'indicateurs adaptés à l'état actuel des sociétés numériques et des nouveaux objectifs d'insertion.

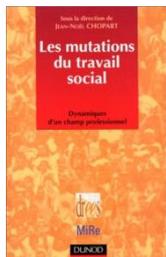


Transformer l'action sociale avec les associations / JANVIER Roland, LAVOUE Jean, JEZEQUEL Michel

Desclee de Brouwer, 2013, 252 p.

Transformer l'action sociale... Refonder le travail social... Ces thèmes, depuis quarante ans, reviennent régulièrement à l'ordre du jour. En janvier 2013, le Plan de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, lancé par le Premier Ministre, les mettait une fois encore en avant. Comme si les nouvelles régulations publiques mises en œuvre depuis le début des années 2000 devaient nécessairement conduire à ce point de bascule où tout

devrait être un jour refondé autrement : financements, cultures professionnelles, métiers, pilotages, initiatives, évaluation... Le pari des auteurs de ce livre est que cette transformation ne se fera pas sans les citoyens concernés eux-mêmes, ni sans les corps intermédiaires seuls capables à leurs yeux de mobiliser ces derniers. A cet égard, les institutions de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), dont les associations sont des acteurs majeurs dans le champ social et médico-social, ont un rôle déterminant à jouer. Elles ont, dans ce contexte, à opérer des choix stratégiques essentiels en phase tant avec leurs valeurs d'origine qu'avec les nouveaux défis qu'il leur faut relever. Ni l'Etat seul ! Ni les collectivités locales seules ! Ni le marché dérégulé seul ! Mais l'ensemble des acteurs agissant sur un territoire dans le sens de l'intérêt commun ! C'est pour que les institutions publiques, garantes de ce dernier, sachent s'appuyer sur une démarche ascendante émergeant des territoires, au plus près des besoins des personnes, que plaide cet ouvrage. Il explore ainsi les voies possibles d'une mobilisation et d'une responsabilisation accrues pour lesquelles les associations s'avèrent avoir à jouer un rôle incontournable, même s'il reste encore, à ce jour, largement à déployer.



**Les mutations du travail social / CHOPART Jean-Noël
Dunod, 2000, 303 p.**

- de l'observation à la catégorisation des emplois
- des évolutions différenciées
- * quel avenir pour les professions sociales installées ?
- * les métiers du domicile
- * les métiers d'accueil ou métiers de proximité
- * les emplois de l'insertion et du local
- dynamiques croisées de l'intervention sociale

- * trajectoires professionnelles et mobilité d'emploi
- * logiques professionnelles, logiques institutionnelles, logiques de mission
- du travail social à l'intervention sociale

Consulter nos dossiers documentaires

[Transition numérique : quels impacts pour les usagers et les collectivités dans nos secteurs ?](#)



B / VERS UNE EVOLUTION DES MODES DE FAIRE ET D'ORGANISATION : IMPACT SUR LE TRAVAIL SOCIAL

- Articles

CCAS : les modalités d'analyse des besoins sociaux de la population sont aménagées

Actualités sociales hebdomadaires, 01/07/2016, n° 2967, p. 39

Finalement, l'obligation pour les centres communaux d'action sociale (CCAS) de réaliser une analyse des besoins sociaux (ABS) de la population ne va pas disparaître. Mais cette analyse doit désormais être effectuée selon des modalités différentes, prévoit un décret récemment paru au Journal officiel. Pour mémoire, en septembre 2015, le gouvernement annonçait, dans le cadre du deuxième comité interministériel aux ruralités, son intention de supprimer les ABS, provoquant la colère de l'Union nationale des centres communaux d'action sociale (Unccas), qui avait écrit au président de la République et au Premier ministre pour contester cette décision, mais aussi les inquiétudes du Réseau des cadres communaux de l'action sociale. Leur mobilisation semble donc avoir porté ses fruits même si, pour l'Unccas, « le compte n'y est pas ».

« De la protection à l'activation, on passe d'un monde à l'autre »

Actualités sociales hebdomadaires, 10/06/2016, n° 2964, p. 22-25

Entre Etat-providence et références néolibérales, s'oriente-t-on « Vers un Etat social actif à la française ? » Dans son ouvrage ainsi titré (éd. Presses de l'EHESS, 2016), Marc Rouzeau, chercheur en sciences politiques, montre que ce changement de cap est bel et bien engagé. Plutôt que de le déplorer, il y voit une opportunité pour mettre en œuvre une réorganisation ambitieuse de l'action sociale.

- Territorialisation des problèmes sociaux et des modes d'action

L'Analyse des Besoins Sociaux : pas les moyens de s'en passer !

Actes : actions et territoires du social, 03/2016, n° 466, p. 8-17

La décision était passée quasi inaperçue. Une ligne noyée parmi les centaines d'un dossier de presse, celui du comité interministériel aux ruralités de septembre 2015. Entre deux autres mesures "de simplification du fonctionnement des collectivités locales", l'obligation de réalisation annuelle de l'analyse des besoins sociaux (ABS) venait d'être "abrogée". "En une matinée, le gouvernement enterre 20 ans de progrès social", réagissait l'UNCCAS.

La coordination institutionnelle entre les acteurs / AUDOUARD Nathalie

Vie sociale, 03/2016, n° 13, p. 139-148

http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=VSOC_161_0139

Cet article se propose d'analyser ce que la démarche des Egts a produit pour les acteurs d'un département, dans un contexte institutionnel complexe. Notamment le processus engagé a été l'occasion de réaliser un véritable état des lieux territorial des logiques d'acteurs et des enjeux locaux. Il a permis de mettre en synergie des usagers, des bénévoles, des professionnels du travail social et de l'intervention sociale, mais aussi des dirigeants de structures publiques et privées gestionnaires ou opérateurs des politiques publiques de l'action sociale. Cette démarche des Egts a démontré que le travail social et l'intervention sociale ne peuvent penser leur structuration de façon isolée. Le cloisonnement des niveaux de pilotage, de décision et d'intervention doit faire l'objet d'une réflexion de fond et doit être pensé collectivement. Ce travail d'envergure qui a abouti à un plan d'action national a redonné du sens aux pratiques et dégagé ainsi des perspectives opérationnelles.

Le travail social au défi du développement social / AVENEL Cyprien

Vie sociale, 03/2016, n° 13, p. 115-137

La notion de développement social est portée par la volonté de promouvoir la mise en œuvre de politiques émancipatrices, participatives. Dans le cadre de la décentralisation, elle traduit la volonté de s'appuyer sur l'atout de la proximité et incarne l'ambition d'une approche plus locale et partenariale des politiques publiques, afin de dépasser les approches verticales et sectorielles. Le développement social est une stratégie territoriale qui consiste à agir sur l'environnement dans tous ses aspects, à promouvoir le pouvoir d'agir individuel et collectif.

En matière de gouvernance, il appartient aux institutions en responsabilité des politiques publiques de formaliser la coopération territoriale, le pilotage politique et institutionnel dans une conception de l'intervention, ascendante, transversale, qui se traduit par la coopération de tous les acteurs autour d'un projet social de territoire. Au niveau technique, le travail social doit être orienté vers des approches globales, des pratiques plus collectives. Les Egts, à travers les assises interrégionales, ont été l'occasion de mettre en avant des « pratiques inspirantes », des initiatives et des projets collectifs dans les territoires. Dès lors, il s'agit d'étendre ces pratiques et pour cela de renforcer la formation des travailleurs sociaux à l'intervention collective, de favoriser une culture de la transversalité, le décroisement des secteurs d'activités comme des métiers.

http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=VSOC_161_0115

Le Développement social aujourd'hui : pour qui ? Pour quoi ?

Revue française de service social, 03/2016, n° 127, p. 8-113

<http://www.anas.fr/RFSS-N-260-Le-Developpement-social-aujourd-hui-pour-qu>

"Le travail social rasséréiné ?" / LAFORE Robert

Actualités sociales hebdomadaires, 25/12/2015, n° 2939, p. 30

"Car au fond, tout l'enjeu est là : d'un travail social catégoriel, individualisé, sectorisé et cloisonné – qui a correspondu, certes, à l'état de la société des années 1960-1970 –, passer à des politiques transversales qui connectent l'éducation, la formation professionnelle, l'emploi, le logement, la santé, tout cela en structurant des espaces publics collectifs dans lesquels les citoyens, loin d'être infantilisés par la satisfaction de « besoins » qu'il suffirait d'extraire et de contenter, sont au contraire convoqués pour s'inventer un destin commun. Un nouveau « travail social », en quelque sorte, qui, prenant le terme dans son sens fort, contribuerait à mettre en travail la société pour qu'elle se pense et s'organise en conséquence. Si le plan d'action de 2015 crée les bases pour une telle évolution, il n'aura alors pas été inutile ; et si les travailleurs sociaux ont bien perçu cela, voilà tout au moins des perspectives mobilisatrices qui devraient redonner à tous un peu de la sérénité qui fait si souvent défaut dans nos débats."

Investir dans le travail social : une responsabilité à partager ! / GILLOUARD Alain, JANVIER Roland, ROUZEAU Marc

Actualités sociales hebdomadaires, 04/12/2015, n° 2936, p. 34-36

Après la présentation du « plan d'action en faveur du travail social et du développement social », Alain Gillouard, directeur général des services du département d'Ille-et-Vilaine, Roland Janvier, directeur général de la Fondation Massé-Trévidy (Finistère), et Marc Rouzeau, directeur de la recherche d'Askoria et membre du conseil d'administration de l'université de Rennes-2, appellent l'ensemble des acteurs à s'en emparer et à coopérer au-delà des cloisonnements existants.

Le projet social de territoire de Clichy-sous-Bois

Banque d'expérience de l'UNCCAS, 06/05/2015

<http://www.unccas.org/le-projet-social-de-territoire-de-clichy-sous-bois#.VzGQgE9f270>

La Ville de Clichy-sous-Bois met en œuvre une démarche de mise en synergie des acteurs, de partage des ressources et de développement d'initiatives en faveur des solidarités pour lever les freins de l'accès aux droits, l'accès à l'autonomie et s'adapter aux besoins des Clichois.

L'action sociale bousculée par la recomposition institutionnelle

Maires de France, n° 325, 06/2015, p. 36-37

L'action sociale locale est bousculée : remise en question de l'obligation d'avoir un CCAS, montée de l'intercommunalité, recomposition des rôles des départements et des métropoles... Cette réorganisation offre une occasion de repenser l'action sociale locale et de réfléchir à la question de l'échelle pertinente.

- Relations communes/départements : un nouveau maillage en construction
- Construire de nouvelles proximités : expérience de la communauté de communes du Pays de Craon (53)
- Le centre social du Briançonnais "vit de l'intercommunalité"

De bonnes pratiques peuvent être dégagées et inspirer d'autres territoires

In Intercommunalité et développement social / CAURET Loïc, CHEREAU Antoine, DEBART Marie-Hélène, DE BATZ Charles, Assemblée des communautés de France, 05/2015, p. 22-29

<http://www.adcf.org/files/Rapport-social-version-adcf-04052015-web.pdf>

Le CIAS de Vendôme, 17 années au service de l'intercommunalité

Le CIAS du Blaisois a repris l'ensemble des compétences des CCAS

Le département du Nord et la territorialisation des interventions sociales

Quid de la compétence action sociale en cas de fusion? Le cas de la communauté de communes de Pévèle-Carembault

La volonté de territorialisation du schéma directeur d'organisation sociale et médico-sociale du Doubs

Analyse des besoins sociaux : outil de gestion ou exigence démocratique ? / MARTIN Laure

Gazette sante social (la), n° 116, 03/2015, p. 19-26

Au sommaire :

- Analyse des besoins sociaux : ajuster les moyens aux besoins
- Besançon : l'ABS est un constat
- Annonay : une ambition partagée à l'échelle intercommunale
- Les conditions pour réussir une bonne analyse des besoins sociaux : témoignages de deux consultants Hervé Guéry et Marc Fourdrignier
- Un rapport social pour des plans d'action communaux : expérience au Luxembourg

La cohésion sociale au coeur du projet de territoire

Intercommunalités, 12/2014, p. 11-20

<http://www.adcf.org/files/MAG-INTERCO/ADCF-Interco195-141224-Web.pdf>

Faire de la cohésion sociale un des piliers du projet de territoire, changer de perspective, d'une approche par les publics à une vision plus ensemble du bien-être et du lien social : un défi pour les communautés. En cours de rédaction d'un rapport consacré à l'action sociale intercommunale, l'ADCF délivre, au travers de ce dossier, ses premiers éléments d'analyse.

- d'une action sociale intercommunale ciblée à une politique de cohésion sociale
- expériences - communauté de communes de l'Outre-Forêt (Bas-Rhin) : le relais de services à la personne, lieu ressource pour les seniors et les aides à domicile ; Communauté d'agglomération du Val d'Orge (Essonne) : la cohésion sociale par la politique de la ville
- à quoi sert un CIAS ?
- CCAS/CIAS : un dialogue à construire
- expériences - communauté de communes de l'Ernée (Mayenne) : développer de nouveaux services ; communauté de communes d'Aire -sur-l'Adour (Gers/Landes) : un CIAS pour deux départements ; Carcassonne Agglo (Aude) : la subsidiarité dans un CIAS "XXL"
- collectivités et associations : reconfiguration du partenariat
- le centre social, outil de partage d'une politique sociale de territoire ?
- témoignages, débat...

Les échelles territoriales de l'intervention sociale : enjeux et défis d'une mutation profonde

BRESSON Maryse, MESSU Michel

SociologieS, 10/11/2014

<https://sociologies.revues.org/4818>

Le présent Dossier invite à problématiser les mutations de l'intervention sociale en interrogeant les enjeux et les défis des recompositions d'échelles territoriales, qui transforment à la fois la gouvernance des politiques sociales, les pratiques professionnelles des intervenants sociaux et les droits et services aux « usagers » – eux-mêmes diversement désignés, de manière signifiante, comme public, ayant droit, bénéficiaires, habitants ou clients.

Les enjeux de l'observation sociale locale / GUERY Hervé

Compas études, n° 12, 04/2014, 4 p.

http://www.lecompas.fr/doc/compasetudes12_avril2014.pdf

Les lois de décentralisation ont transféré une partie de l'action sociale au niveau local, sans transmettre les outils de connaissance de la société. En dépit de la multiplication des données transmises par le niveau national, les acteurs locaux ont souvent de grandes difficultés à fournir une information organisée et suivie. De l'école à la justice, en passant par le surendettement, bien des informations manquent encore. Les systèmes d'information et de diffusion des statistiques demeurent difficiles à exploiter par les acteurs locaux. Au-delà de la compilation, c'est bien la question du sens de l'observation sociale locale qui est posée. Il demeure donc un vrai travail à mener en direction des élus et des professionnels dans les territoires, afin qu'ils puissent appréhender les données dont ils pourraient disposer et surtout transformer ces informations en outils d'aide à la décision et à la définition des orientations stratégiques.

L'intervention sociale en milieu rural - Le point de vue des professionnels / PAGES Alexandre, VACHEE Cécile, DANSAC Christophe, LOREDO Jean-Pierre

Dossier d'études, n° 171, 03/2014, 111 p.

<http://www.caf.fr/sites/default/files/cnaf/Dossier%20171%20-%20Milieu%20rural.pdf>

Le milieu rural connaît d'importantes évolutions depuis quelques décennies avec un mouvement de population des villes vers les campagnes au point que l'on parle de renaissance rurale, et de repeuplement. En France métropolitaine, 18 % de la population vit aujourd'hui en zone rurale. Si elles attirent nombre de citoyens qui ont envie de « se mettre au vert », d'adopter d'autres modes de vie (notamment via le développement du télétravail, facilité par les nouvelles technologies), de changer de rythme, il n'en demeure pas moins que la question des coûts du logement en ville est également un facteur déterminant. La crise économique encourage assurément la périurbanisation et de plus en plus, éloigne du centre-ville certaines couches de la population. Ces évolutions renforcent encore les disparités parmi les territoires ruraux, entre les zones rurales qui exercent une réelle attractivité et celles qui continuent, au contraire, de se dépeupler. Elles conduisent à penser autrement les besoins de populations qui ne sont plus les seuls agriculteurs, s'agissant aussi bien des modes d'accueil des enfants sur ces territoires, que du type d'intervention sociale à mettre en oeuvre face à de nouvelles formes de pauvreté rurale.

- Des territoires en voie de recomposition sociale
- Une intervention sociale polymorphe

Saint-Flour (15) - Action sociale : la gouvernance participative, ça fonctionne !

Actes : actions et territoires du social, 01/2012, n° 424, p. 31

A Saint-Flour, le niveau de revenus par habitant est l'un des plus faibles de France. Et la crise accroît encore les difficultés...Face à ces constats, Pierre Jarlier, maire de St Flour, a souhaité renforcer l'action sociale locale via un contrat social : un projet mobilisant élus, services déconcentrés de l'Etat, associations, acteurs de l'action sociale et partenaires privés.

- **Ouvrages**



Vers un État social actif à la Française ? / ROUZEAU Marc
Presses de l'EHESP, 2016, 169 p.

Face au développement des vulnérabilités, à la persistance de la pauvreté et aux risques de ghettoïsation, il est devenu indispensable de s'accorder sur la prise en charge des problèmes sociaux (dépenses sociales, prévention, mobilisation des usagers...). Ainsi, dans les sociétés occidentales, une logique de responsabilisation a pris le pas sur la logique d'assistance héritée des Trente Glorieuses et l'« État social actif » se propage. Sa version française reste cependant, à inventer et c'est à cette tâche que s'attelle ici Marc

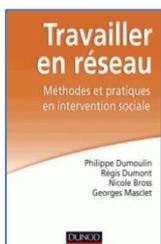
Rouzeau, de manière scientifique et audacieuse. En s'appuyant sur une solide culture historique, il examine méthodiquement les principales étapes du traitement français de la question sociale : constitution lente et progressive d'un « quasi-secteur » social, processus généralisé de territorialisation des années 1980, apparition de nouveaux instruments depuis 2005 (agences, appels à projet, évaluation...). Grâce à une appréhension renouvelée de la question sociale, une prise en compte du cadre républicain et une ouverture documentée aux influences transnationales (notamment québécoises), l'auteur livre dans cet ouvrage un regard éclairé sur les mutations de l'action publique, invitant à se saisir des impensés de la réforme territoriale en cours.



La co-construction : une alternative managériale / FOUURIAT Michel
Presses de l'EHESP, 2016, 193 p.

Proche de la notion de participation, la co-construction renvoie à une question concrète : comment des acteurs ayant des intérêts ou des points de vue différents peuvent-ils élaborer un projet partagé ? Aujourd'hui, cette problématique intéresse particulièrement l'action sociale, la gouvernance des organisations, le développement territorial, la démocratie délibérative, la formation des adultes, les recherches collaboratives... Cet ouvrage répond ainsi à trois objectifs : il apporte une clarification conceptuelle, analyse la progressive

reconnaissance de la co-construction dans le champ social et les raisons de l'engouement actuel pour cette problématique (même si les réalisations et les pratiques restent hésitantes), et, enfin, détaille les différents problèmes théoriques et méthodologiques au centre des démarches co-constructives.



Travailler en réseau : méthodes et pratiques en intervention sociale / DUMOULIN Philippe, DUMONT Régis, BROSS Nicole, MASCLÉT Georges
Dunod, 2015, 269 p.

La crise de sens qui touche la société se traduit à l'échelon du territoire par l'émergence de phénomènes sociaux et de situations problèmes de plus en plus massives et complexes. En confrontation directe avec les publics ciblés, les professionnels tentent d'exercer des missions aussi diverses que les institutions ou services qu'ils représentent. Parce qu'il reconnaît les potentiels des professionnels et des usagers, le réseau s'impose en force dans les esprits comme une sorte de panacée universelle susceptible de régler les

difficultés liées aux problématiques nouvelles et à la nécessité de coordonner les actions entre partenaires. Sans succomber à ce mirage, les auteurs, à travers leurs expériences respectives, décrivent le réseau comme un outil d'intervention qui laisse une place importante à l'humain. « L'intervention de réseau », « le travail social de réseau », « les réseaux d'échanges de savoirs », « les réseaux professionnels » dans leur utilisation optimum sont des outils, certes différents, mais qui placent l'utilisateur ou le professionnel en position d'acteur capable de développer et de mobiliser des ressources pour trouver des solutions adaptées aux situations auxquelles il est confronté. Après une approche contextuelle autour de l'émergence des réseaux, les auteurs apportent des définitions de ces différentes formes organisationnelles illustrées par des exemples tirés de leurs expériences. Les conseils qu'ils apportent à la fin de chaque exposé font de cet ouvrage un véritable manuel pratique destinés à ceux qui veulent se familiariser et utiliser l'outil que constitue le réseau.

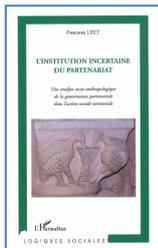


Travail social et territoire. Concept, méthode, outils / MOINE Alexandre, SORITA Nathalie
Presses de l'EHESP, 2015, 252 p.

Les territoires sont au cœur des politiques sociales. Mais que recouvre cette notion ? Fruit d'un dialogue entre géographes et professionnels de l'action sociale, entre théorie et pratique, ce livre en propose un nouvel éclairage à l'usage des travailleurs sociaux. Pluridisciplinaire, la notion de territoire se situe au croisement de la géographie, de la sociologie, des sciences politiques et sociales. À travers une synthèse théorique, les auteurs proposent des outils d'analyse et de diagnostic permettant d'appréhender la réalité complexe des territoires et de mieux penser le travail social.

Au cœur du social départemental / BESSON Geneviève
Département de l'Eure, 2014, 383 p.

Chef de file de l'action sociale, le Conseil général de l'Eure mène depuis trente ans des politiques sociales obligatoires ou facultatives mais souvent méconnues en direction de publics variés. Enfants nés ou à naître, familles, adultes ou jeunes en insertion, personnes âgées ou handicapées, les personnes en difficulté rencontrent un jour ou l'autre le Conseil général par l'intermédiaire des travailleurs sociaux. Ceux-ci notamment informent, orientent, évaluent, soutiennent mais aussi protègent si besoin. Dans le cadre des États généraux du travail social, le Département de l'Eure a jugé important de mieux faire connaître les compétences sociales départementales en donnant la parole à ceux qui les mettent en œuvre. A l'aube de la réforme territoriale, espérons que cette plongée au sein du social départemental puisse éclairer la façon d'exprimer les solidarités de demain.



L'institution incertaine du partenariat - Une analyse socio-anthropologique de la gouvernance partenariale dans l'action sociale territoriale / LYET Philippe
L'Harmattan, 2008, 237 p.

L'injonction au partenariat dans l'action publique et sociale provoque chez les acteurs concernés des attitudes ambivalentes. Ils en reconnaissent la nécessité, en louent parfois la pertinence mais soulignent également les difficultés à faire travailler ensemble des professionnels d'origines diverses et à faire collaborer les institutions. Ces constats relativisent les discours actuels sur la gouvernance. Si les collaborations partenariales permettent des innovations intéressantes, un problème structurel se pose : celui de

l'institution incertaine de ces partenariats qui se traduit par deux phénomènes liés : l'incertitude des institutions face aux partenariats et le déficit d'institué de ces collaborations qui les rend fragiles et ne permet pas la diffusion des pratiques. Cette recherche permet de prolonger le questionnement sur le déclin de l'institution, de proposer aux acteurs professionnels des pistes pratiques pour développer les partenariats et d'interroger cette stratégie de développement de l'action publique en suggérant de garder le meilleur des collaborations partenariales, de faire évoluer l'organisation institutionnelle de la puissance publique en France et de promouvoir une forme d'institution plus coopérative.



Mettre en œuvre le développement social territorial : méthodologie, outils, pratiques
BERNOUX Jean-François, Dunod, 2005, 170 p.

Dépassée l'ère de l'assistance voire de l'insertion, l'action sociale aborde désormais celle du développement social territorial (DST). Responsables des politiques sociales des régions, départements, villes, ou CAF, MSA et secteur associatif, renouvellent ainsi leur approche de la question sociale. Mais la démarche reste difficile d'accès tant l'évidence de ses principes séduit et minimise l'exigence de sa mise en œuvre. « Faire territorial » quand l'action sociale s'intéressait jusqu'alors à des publics cibles, avoir une approche globale et partenariale quand l'intervention sociale s'affichait spécialisée – et cloisonnée –, compter avec le politique local quand les politiques institutionnelles s'autoproclamaient... Et par-dessus tout admettre que faire société ne peut se réduire à penser d'en haut la satisfaction des besoins et le traitement des problèmes sociaux, sans que soit reconnue la capacité de tout individu à être acteur des projets qui le concernent, résume la novation apportée par le DST et les « déplacements » qu'il requiert. A tâtons, les opérateurs du social s'essayaient aux méthodologies et aux outils sans toujours bien en maîtriser le sens et la conjugaison. Diagnostic partagé, projet territorial, évaluation stratégique, participation des habitants, négociation, s'investissent souvent plus comme des « protocoles technologiques » que comme des processus de changement social. Pointant les obstacles et les conditions du développement social territorial, ce livre propose une vision transversale de chacun des « outils-séquences » du DST et de leurs modalités de mise en œuvre.

Consulter nos dossiers documentaires

[La gouvernance territoriale des politiques sociales : entre accès aux droits et efficience de l'action 26 et 27 mai 2016](#)



[Des enjeux renouvelés pour les politiques sociales, 30 ans après leur décentralisation 26 et 27 mars 2013](#)



Et [les actes](#)

3 / Posture professionnelle

A/ RESPONSABILITES, ETHIQUE ET DEONTOLOGIE EN TRAVAIL SOCIAL

- Articles

Numérique : les professionnels sur leurs gardes
Travail Social Actualités, 12/2016, p. 15-22

Alors que le numérique est devenu le vecteur des transformations de la société, le travail social prend des airs de village gaulois. La méfiance envers les technologies reste vive et le sens même des nouvelles pratiques sociales induites par le numérique fait toujours débat. Dernière résistance avant le grand saut ou phénomène plus profond ?

- "Le travail social est débordé par les TIC", Didier Dubasque
- Le numérique sans handicap : Adapei Ille-et-Vilaine, une médiatrice numérique familiarise les travailleurs d'Esat à l'usage des tablettes tactiles.
- Des outils faits (pour la) maison : expérience d'un technopole qui adapte les technologies aux attentes des professionnels du domicile et des personnes en perte d'autonomie.
- Access, une plateforme des données

Evolution des pratiques. Lutter contre les stéréotypes de genre dans l'intervention sociale
Actualités sociales hebdomadaires, 02/09/2016, n° 2973, p. 24-27

Outil de lutte contre les inégalités, le travail social ne devrait pas ignorer la différenciation et la hiérarchisation des rôles sociaux selon le sexe qui, dès le berceau, contribuent à dessiner des trajectoires inéquitables pour les filles et les garçons. C'est pourtant le cas. Des chercheur(e)s et des professionnel(le)s s'emploient à faire connaître et à transformer cette situation.

- Une recherche pour décrypter les inégalités éducatives au sein des crèches
- Travail avec les familles et promotion de l'égalité entre les sexes

Deux décrets fixent les règles de partage d'informations entre professionnels sanitaires, sociaux et médico-sociaux

Actualités sociales hebdomadaires, 26/08/2016, n° 2972, p. 43-44

La loi du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé a redéfini les modalités d'échange et de partage des informations concernant les patients et les usagers du secteur social et médico-social afin de faciliter la coordination ou la continuité des soins. Elle a notamment prévu que, lorsque les professionnels appartiennent à la même équipe de soins, les informations confiées par la personne prise en charge à l'un d'eux sont réputées l'être à l'ensemble de l'équipe. Deux décrets, publiés au Journal officiel du 22 juillet dernier, fixent les modalités d'application de ces mesures. L'un détermine les catégories de professionnels habilités à échanger et à partager des informations nécessaires à la prise en charge d'une personne ainsi que les modalités de cet échange et de ce partage. L'autre fixe la liste des structures dans lesquelles peuvent exercer les membres d'une équipe de soins.

https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000032922455

https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000032922503

Les conflits d'intérêts dans le secteur social et médico-social / DYENS Samuel
Gazette sante social (la), 06/2016, n° 130-131, p. 26-27

Problématique déjà présente dans le secteur social et médicosocial, la question de la prévention des conflits d'intérêts a pris une nouvelle dimension depuis la promulgation de la loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires. Devant la portée générale de ce texte, il est nécessaire de sensibiliser l'ensemble des acteurs du secteur sur les conséquences juridiques, opérationnelles et managériales de ce nouvel impératif.

La déontologie et la philosophie pour revivifier les pratiques / OTT Laurent, GRAVIERE Lilian
Actualités sociales hebdomadaires, 27/05/2016, n° 2962, p. 38-39

Dans un contexte profondément bouleversé, comment les professionnels peuvent-ils redonner sens à leur action ? Si Lilian Gravière voit dans la déontologie un guide pour les intervenants, Laurent Ott estime que ceux-ci ont surtout besoin d'une philosophie sociale. Mais tous deux se retrouvent sur la nécessité que l'une ou l'autre approche soit connectée à la pratique.

- La déontologie, un savoir professionnel
- La philosophie sociale, une respiration

http://www.rnce.fr/?page_id=559

Informations : faut-il partager toujours plus ?

Travail Social Actualités, 04/2016, n° 71, p. 10-12

La multiplication des dispositifs décloisonnés autour des usagers accroît le partage d'informations entre professionnels. Mais chaque partage nécessite une réflexion, basée sur un cadre institutionnel, pour qu'il ne relève pas d'une seule éthique individuelle. Il s'agit de penser le secret professionnel, mais aussi d'interroger l'habitude de collecter et de partager trop de données concernant les usagers.

Le partage du secret professionnel dans le secteur social et médico-social

Revue de droit sanitaire et social, 05/2015, n° 3, p. 395-470

La notion de secret professionnel

Le partage du secret entre professionnels de la protection de l'enfance

Les conditions du partage en matière de prévention de la délinquance

La responsabilité pénale de la violation du secret professionnel

Les responsabilités civiles des personnels et des établissements dans l'intervention sociale et la santé

La responsabilité administrative des établissements sociaux et médico-sociaux : protection du secret et partage d'informations

Les lanceurs d'alerte dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux à propos de l'article L. 313-24 du CASF

Ethique et partage du secret professionnel

Comment concilier éthique, responsabilité et efficacité / ROYAL Benoît

Cahiers de la fonction publique (les), n° n° 331, 04/2013, pp; 45-50

http://www.cahiersdelafonctionpublique.com/sites/www.cahiersdelafonctionpublique.com/files/BL_CFP331_130524_0.pdf

L'existence d'une incompatibilité entre l'éthique et l'efficacité a souvent été évoquée, suggérant à travers elle que, pour pouvoir atteindre un objectif dans le cadre d'une action donnée, un homme en situation de responsabilité pouvait - devait éventuellement - s'affranchir de certains principes de comportement éthiques. A l'heure où les questions de bonne gouvernance et d'honnêteté font plus que jamais l'objet de débat de société à l'instar de la véritable crise morale que traverse la France actuellement, cette question prend une acuité toute particulière.

La responsabilité des professionnels de l'action sociale en matière pénale, civile et administrative

LHULLIER Jean-Marc

Actualités Sociales Hebdomadaires - 14/12/2012 - Cahier 2 - Suppl. au n° 2787 - 97 p.

Les professionnels de l'action sociale voient de plus en plus souvent leur responsabilité engagée à l'égard des usagers. D'où l'importance pour ces acteurs d'avoir une bonne connaissance des règles applicables et une juste perception des risques encourus. Objectifs : apaiser les inquiétudes liées à ces questions dans l'exercice de leur activité et savoir quelle attitude adopter dans la prise en charge des usagers. Qui sera responsable en cas de dommages ? Le professionnel ? L'employeur ? Quel positionnement les travailleurs sociaux doivent-ils adopter face au secret professionnel ? Quelles conséquences l'engagement de leur responsabilité peut-elle avoir sur la relation de travail ? Autant de questions auxquelles ce numéro juridique tente de répondre, exemples de jurisprudence à l'appui, dans les secteurs de la protection de l'enfance, des personnes âgées, des adultes et des enfants handicapés, des personnes en difficulté sociale...

- Ouvrages

Valeurs républicaines, laïcité et prévention des dérives radicales dans le champ du travail social / THIERRY Michel

Ministère des Affaires sociales et de la santé, 2016

http://social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/prevention_des_derives_radicales_dans_le_champ_du_travail_social.pdf

Pour Michel Thierry, au regard des problématiques "socialement très complexes et politiquement délicates" abordées, il s'agit là d'un "rapport d'orientations", "certainement lacunaire en termes d'analyses et de débats", mais qui essaie de "coller aux aspirations des acteurs de terrain et aux questionnements des professionnels de l'action sociale et socio-éducative et des formateurs".



Le travailleur social et la république. Un guide pour agir / BONNIN Olivier
TSA Editions, 2016, 140 p.

« Parler de liberté, d'égalité et de fraternité, c'est une vaste blague pour le public avec lequel on travaille ! » Au lendemain des attentats de 2015, la République n'est plus qu'un grand mot vide, aux yeux de cet étudiant en travail social...

Pour autant, les travailleurs sociaux peuvent donner vie à ces idéaux, par leurs accompagnements quotidiens. Comment y parvenir ?

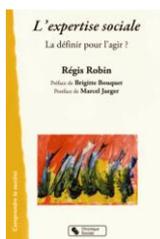
Ce guide de TSA rassemble des enquêtes de terrain, des repères juridiques, ainsi que des réflexions déontologiques, pour aider les professionnels à concrétiser la République.



Le secret professionnel en travail social et médico-social / VERDIER Pierre, ROSENCZVEIG Jean-Pierre, DAADOUCH Christophe
Dunod, 2016, 180 p.

Les travailleurs sociaux constituent une profession particulièrement sensible à la problématique de secret professionnel, dans la mesure où ils interviennent dans des cas de délinquance, maltraitance, violence, etc. L'ouvrage, conçu sur le principe d'un guide pratique en 150 questions, leur offre les principales bases juridiques et traite de l'ensemble des situations professionnelles relevant de ce thème. L'ensemble du texte a été revu,

corrigé et complété par les trois auteurs.



L'expertise sociale : la définir pour l'agir ? / ROBIN Régis
Chronique sociale, 2016, 253 p.

"Avec cet ouvrage, Régis Robin se penche sur ce qui fait corps, au sens de corps professionnel, en s'interrogeant sur les contours du travail social et sur une des spécificités des assistants de service social : la mise en avant d'une capacité d'expertise qui, par certains aspects, ouvre des voies nouvelles à la recherche en travail social, mais qui, par d'autres, interroge les formes de l'engagement de professionnels dans l'action, leur légitimité, leur proximité avec les personnes en situation d'exclusion et de grande

souffrance." extrait de la postface de Marcel Jaeger "Devant la diversité des questions que pose l'expertise sociale, Régis Robin montre bien qu'il faut étudier cette expertise plutôt que faire comme si elle n'existait pas, et prendre conscience des enjeux.

S'en saisir permet de poser un autre regard et de veiller à ce qu'il n'y ait pas une confiscation du sens. Il ne s'agit pas de se positionner comme "l'expert de référence" mais de mobiliser des savoirs, des compétences différentes mais complémentaires de l'intervention individuelle et l'intervention collective, et de construire ses postures pour être dans sa fonction. Cela nécessite de porter un regard pragmatique sur la notion d'expertise et d'envisager l'analyse réflexive en cours d'action et l'analyse réflexive sur l'action, permettant de prendre une distance vis-à-vis de la pratique quotidienne.

Ainsi l'expertise sociale peut être envisagée comme une activité située, figure métisse, dont le déploiement ne s'effectue pas seulement sur le mode d'un savoir-faire, mais sur celui d'un "art" qui convoque des habiletés plurielles et des savoirs multiples. Comme l'expertise sociale s'effectue dans le cadre de l'aide personnelle ou de portée sociale, veiller à lui donner une forme citoyenne, partagée, collective, permet de participer aux réflexions sur les grandes questions de la société."



Agir avec les pauvres contre la misère / VERFAILLIE Bertrand / ATD quart Monde Éditions de l'Aube, 2016, 172 p.

Combattre la misère. Tout le monde ou presque est d'accord. Mais pourquoi faudrait-il le faire avec les pauvres ? "Ils n'en sont pas capables", affirment les uns. "Ils sont trop écrasés par ce qu'ils vivent." "C'est l'Etat qui est responsable des inégalités, c'est donc à lui et pas aux citoyens d'intervenir pour les corriger." "De toute façon, agir avec les pauvres demande trop de temps pour que cela soit efficace." "Mais, non, répliquent les autres, agir avec les pauvres c'est simple, il suffit de leur donner la parole." Naïves ou négatives, les idées

reçues sur l'implication des pauvres dans la lutte contre la misère se contentent de répéter "à quoi bon ?" ou "y a qu'à".

En racontant plus de trente initiatives inventives qui associent les premiers intéressés à l'action contre la pauvreté, ce livre montre que ce type d'engagement est utile, efficace, indispensable et pas triste... Il donne envie de vivre ce pari. Des campements de migrants aux réunions des Universités populaires Quart Monde, des accueils de personnes sans domicile aux expériences pilotes d'emploi d'utilité sociale, des rues des cités aux tribunes de l'Union européenne, Bertrand Verfaillie révèle la force de démarches citoyennes réalistes et diablement stimulantes.

Dans le prolongement du livre En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté (40 000 exemplaires vendus), ce petit ouvrage est un démultiplicateur de confiance dans le pouvoir d'agir de tous contre un fléau qui a besoin de l'engagement de chacun pour être éradiqué.



Ethique, laïcité, engagement. Enjeux de société et formation sociales / BASTIDE Jean, BERNARDOT Marie-José, BERTAUX Roger, SCHARFF Pierre Presses universitaires de Nancy, 2015, 261 p.

La célébration du centenaire de son origine fut, pour l'Ecole Pratique de Service Social (EPSS), l'occasion de réfléchir sur le présent de l'action sociale et de la formation des travailleurs sociaux à la lumière de son passé, en revisitant particulièrement les orientations de son fondateur, le pasteur Paul Doumergue.

Le présent ouvrage cherche in fine à redéfinir quelles sont les priorités à mettre en œuvre aujourd'hui dans le travail social et la formation des professionnels du champ social, en étant à la fois fidèle aux choix éthiques qui ont prévalu au long de l'histoire de l'EPSS et adapté aux contextes socio-économique et politique de ce début de 21^e siècle.

Certes, les défis immédiats des centres de formation en travail social ont à voir avec la redéfinition des professions sociales et de leur formation, avec les adaptations nécessaires dans le contexte européen, avec les restructurations des centres qui se mettent en œuvre dans un environnement de restrictions budgétaires et de compétition accrue.

Ces enjeux sont loin d'être négligeables. Mais plus importants encore sont les enjeux concernant les populations vulnérabilisées par la crise et les mutations économiques et sociales. Et c'est bien au vu des situations difficiles de ces personnes que l'action sociale et la formation des travailleurs sociaux doivent se réfléchir. Outre la question de la formation, le choix a ainsi été fait de revisiter deux des principales valeurs de l'action sociale (responsabilité et laïcité), d'interroger les politiques sociales ainsi que la place du champ associatif et des professions sociales, d'affirmer la priorité qui doit être accordée aux territoires d'habitat social et plus généralement aux quartiers populaires.

Laïcité et égalité : pour une posture professionnelle non discriminatoire / BOUZAR Lylia, BOUZAR Dounia

Profession banlieue, RésO Villes, Trajectoire Ressources, 03/2015, 76 p.

- Introduction : laïcité, principes de base et système juridique
- Pour une laïcité appliquée au domaine socio-éducatif
- * la posture professionnelle laïque de l'intervenant socio-éducatif
- * des valeurs laïques appliquées à des situations concrètes de gestion des usagers
- Discerner le fait religieux du symptôme de mal-être social, voire du processus sectaire radical
- Annexes juridiques

<http://ressources-ville.org/publications/laiciteetegalite.pdf>



**Secret et discrétion professionnels. Le partage d'informations dans le champ social et médico-social / BOUDJEMAI Michel
ASH Editions, 2015, 199 p.**

La question du secret professionnel dans le champ du travail social et médico-social constitue une préoccupation permanente pour les professionnels. Elle se réfère souvent à des problématiques d'ordre éthique et constitue, par conséquent, un enjeu majeur. Au-delà du fait de savoir si l'on appartient ou non à la catégorie des professionnels astreints au secret, c'est davantage la problématique de la conciliation d'obligations contradictoires – en apparence tout au moins – qui est au cœur des débats. En effet, comment peut-on concilier secret et travail d'équipe ou encore secret et obligation de dénoncer certaines infractions ? Nous savons qu'il ne peut y avoir de travail social efficace sans échange d'informations entre les différents professionnels. Dès lors, c'est la question des contours du partage et donc de ses limites qui se pose véritablement à chacun.

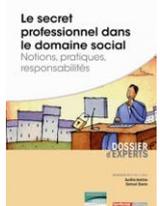
**Repères déontologiques pour les acteurs sociaux. Une éthique au quotidien
BONJOUR Pierre, CORVAZIER Françoise, Eres, 2014, 218 p.**

Devenu une référence dans les secteurs de l'action sociale, médico-sociale, de la santé et de l'éducation, cet ouvrage est un outil de réflexion et d'action pour tous les professionnels. Il présente et met en perspective les questions relevant de l'éthique au quotidien soumises au comité national des avis déontologiques (CNAD) par les acteurs sociaux : éducateurs, assistants de service social, enseignants, médecins, etc., qu'ils soient salariés, cadres ou non-cadres, exerçant dans des institutions loi 1901, des services publics ou des entreprises privées. Dans cette troisième édition, de nouveaux thèmes émergent (laïcité, légitimité, informatique, approche gestionnaire...). Les auteurs interrogent autrement les pratiques sociales et témoignent d'une posture respectueuse des droits de chacun et de la dignité de tous, enfants, adultes ou personnes âgées et professionnels. Ils contribuent au développement de la pensée dans le champ de l'éthique du social en permettant au lecteur de s'approprier une démarche éprouvée et de se forger ainsi ses propres repères déontologiques.



**Éthique et accompagnement en travail social / DEPENNE Dominique
ESF, 2014**

Le sens commun tend à rendre synonymes des notions qui ne recouvrent aucune réalité commune. L'éthique, de nos jours, n'échappe pas à ce travers. Cet essai tente d'extraire l'énigme éthique du sens commun en la différenciant de la morale et de la déontologie. Ainsi s'attache-t-il à mesurer les enjeux qui viennent au jour, à partir du questionnement éthique, lorsqu'il s'agit d'accompagner des personnes dites « fragilisées ». L'accompagnement est d'abord et avant tout une relation. Qu'est-ce qu'une relation, d'un point de vue éthique ? Qu'est-ce que l'accueil, la rencontre, l'hospitalité, le face-à-face... Autant de dimensions qui retrouvent, au travers du questionnement éthique, toute leur profondeur. C'est ainsi que l'auteur souligne la nécessité de refuser « l'infâme prise en charge » qui chosifie les individus accompagnés. Accompagner, c'est « aller de compagnie avec ». Dès lors, toute réflexion éthique exige la prise en compte de la singularité et de l'altérité de l'Autre-homme. Ce n'est qu'à partir de là que l'on peut penser ce qu'est une relation humaine d'accompagnement.

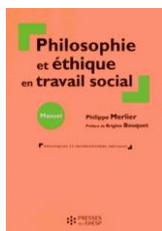


**Le secret professionnel dans le domaine social : notions, pratiques, responsabilités
DYENS Samuel, AVELINE Aurélie
Territorial, 2014, 62 p.**

Le besoin, sans cesse croissant, d'intervention sociale de nombre de nos administrés, renforcé par les effets toujours dévastateurs d'une crise économique et sociale qui ne cesse de révéler ses conséquences négatives, appelle une réflexion sur la déontologie en général et sur le secret professionnel en particulier. D'où un retour aux textes fondamentaux régissant le secret professionnel, qui permettent de recadrer, conforter ou remettre en question les pratiques. Pour bien mesurer l'importance de l'obligation de secret professionnel pour les agents publics et, en particulier, pour les personnels sociaux et médico-sociaux, le présent ouvrage se propose d'appréhender la notion de secret professionnel, la conciliation du secret avec d'autres obligations légales et déontologiques, les cas de levée du secret professionnel, avant de rappeler comment peut être sanctionnée la violation du secret professionnel.

Le secret professionnel des acteurs du travail social / LHULLIER Jean-Marc
ASH Editions, 2014, 80 p;

Sensible par excellence, la question du secret professionnel renvoie à celle de la crédibilité d'une fonction, voire d'une profession. Il est essentiel pour l'usager des secteurs sanitaire, social et médico-social d'avoir confiance en un professionnel qui, pour exercer sa mission, pénètre sa vie privée et avec qui sont abordés des sujets intimes. Tirillés entre deux exigences contradictoires - l'obligation de garder le secret pour ne pas trahir la confiance et le devoir de dire pour protéger -, les acteurs du travail social ont parfois le sentiment d'une certaine insécurité. D'autant que si leurs interventions doivent avant tout respecter le cadre légal, ils doivent aussi composer avec la déontologie de leur profession, les règles affichées par le service auquel ils appartiennent ou encore leur éthique personnelle. Autant d'éléments qui les obligent à s'interroger en permanence sur le positionnement à adopter dans l'exercice de leur pratique professionnelle. Ce numéro juridique a donc pour objectif de faire le point sur cette notion fondamentale du travail social. Que recouvre la notion de secret professionnel ? Quels professionnels y sont astreints ? Envers qui ? Dans quels cas peuvent-ils, doivent-ils parler ? Comment concilier secret professionnel et travail en équipe ? Quelles sont les sanctions encourues en cas de violation du secret professionnel ?



Philosophie et éthique en travail social / MERLIER Philippe
Presses de l'EHESP, 2013, 141 p.

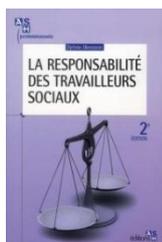
L'accompagnement social au quotidien peut placer le travailleur social devant des cas de conscience qui ne trouvent pas toujours de résolution dans les règles déontologiques. Pourtant le tourment d'un choix difficile ne doit pas paralyser la puissance d'agir et encore moins être source de souffrance au travail, mais plutôt trouver écho dans un échange collectif. Les principes éthiques dépassent très largement les règles de la déontologie et questionnent le sens de la justice et du devoir, fondement de l'action. Grâce à 30 témoignages de professionnels, éclairés par des textes philosophiques de la période classique à nos jours, cet ouvrage met en perspective l'action quotidienne des travailleurs sociaux et aide à ajuster les principes et les règles à chaque cas particulier.



Le partage d'informations dans l'action sociale et le travail social / Conseil Supérieur du Travail Social

Presses de l'école des Hautes Etudes en Santé Publique - 2013 - 294 p.

Dans l'action sociale comme dans tous les domaines, le partage de l'information s'impose du fait de l'évolution de la société et de la législation. Après avoir analysé comment il se pratique concrètement mais différemment, selon neuf champs sociaux (protection de l'enfance, prévention de la délinquance, logement, migration, RSA, handicap, violences intrafamiliales, personnes âgées dépendantes, territoire), leurs contextes et leurs acteurs, le rapport s'attache aux modalités concrètes du partage d'informations pour en mesurer la pertinence et les limites. La question « au service de qui est cet outil ? » y est majeure, afin que le partage d'informations ne devienne pas un but en soi, et pour éviter les dérives de son utilisation qui contribuent à briser la relation entre professionnels et usagers, à mettre en cause la confidentialité. Le rapport s'achève sur une série de préconisations.



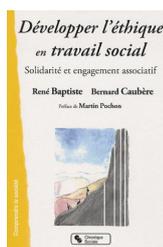
La responsabilité des travailleurs sociaux / HENNION-MOREAU Sylvie
Editions ASH - 2012 - 260 p.

La responsabilité du travailleur social est l'expression de la complexité des métiers relevant de ce champ d'activité. Elle dépend des conditions d'exercice du travail social dans les établissements ou services de droit privé ou de droit public. Le plus souvent, la responsabilité du travailleur social peut être engagée pour n'avoir pas respecté les obligations issues de son contrat de travail ou du cadre statutaire de la fonction publique. Plus rarement, le professionnel du secteur social peut se retrouver confronté à une inculpation pénale pour des actes graves commis durant ses fonctions. Enfin, l'activité qu'il déploie peut créer un préjudice à une personne prise en charge par un établissement ou à une personne tiers au service concerné. Dans ce cas, il s'agit d'apprécier la responsabilité qui découle de ce fait préjudiciable.



**Ethique et travail social : une recherche du sens / BOUQUET Brigitte, JAEGER Marcel, ROCHE François
Dunod - 2012 - 230 p.**

L'éthique est à la source d'un sens à redonner constamment au travail social. Elle n'est pas pour lui une valeur ajoutée, mais elle constitue l'essence même de son action. La pratique du travail social ne peut se réduire à l'application d'une technique étayée par une déontologie. Si l'on constate de fait une très forte demande en éthique de la part des travailleurs sociaux, on ne peut que s'étonner de la carence en publications dans le domaine. Cet ouvrage vise à combler cette lacune, non pour offrir une doctrine de principes moraux et de réponses professionnelles "éthiquement correctes", mais pour aider les travailleurs sociaux à clarifier les enjeux en présence, à structurer leur réflexions, à formuler le sens du travail social.



**Développer l'éthique en travail social - Solidarité et engagement associatif / BAPTISTE René, CAUBERE Bernard, POCHON Martin
Chronique sociale - 04/2011 - 235 p.**

En ces temps de crises et de révolution culturelle, où l'économique semble décider de tout, où la numérisation et la mesure ne laissent rien hors de leurs ambitions, il importe à l'action sociale de relever un défi : donner toute leur place aux bénéficiaires de l'action sociale, au nom d'une humanité commune que rien n'impose et que l'économique ne peut légitimer, et en même temps faire droit aux collectivités qui demandent de rendre compte de l'efficacité des programmes qu'elles financent -financements qui représentent une part importante de leurs budgets. Pour répondre à ce défi, René Baptiste et Bernard Caubère ont choisi de nous faire entrer dans une démarche dynamique, une démarche éthique. Il s'agit d'inviter les acteurs à prendre en compte la complexité du champ social. Les modes de fonctionnement interne des associations sont à remettre en chantier pour répondre aux questions d'aujourd'hui et de demain, pour définir leurs stratégies en cohérence avec leur visée éthique. Ce livre sera précieux à quiconque, bénévole ou salarié, souhaite entrer dans une créativité et remettre en chantier ses propres pratiques associatives en action sociale.



**Construire de nouvelles légitimités en travail social / HATZFELD Hélène
Dunod, 1998, 240 p.**

Le champ du travail social traverse, comme d'autres, une crise de légitimité, une crise de l'expertise. A quoi sers ce que je fais ? Mon travail a-t-il encore une utilité pour la société ? Qu'est-ce qui fonde mon droit à agir comme je le fais ? Suis-je seul légitime à le faire ? La complexité des interrogations et débats conduit à s'interroger sur la notion même de légitimité. L'ouvrage affiche cet objectif de redéfinir les fondements du travail social, de réfléchir à leurs transformations en cours afin de dégager des légitimités à venir.

POUR EN SAVOIR PLUS :

Dossiers documentaires

[Le secret professionnel dans les pratiques d'intervention sociale 2015](#)



[Prévention de la radicalisation 2016](#)



B/ RELATION A L'ALTERITE : UNE DIMENSION DE L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

- Articles

Les travailleurs sociaux, des "opérateurs de reliance" Actualités sociales hebdomadaires, 09/12/2016, p. 40-41

A la notion d'« autonomie » qui, paradoxalement, aboutit à l'isolement et à la dépendance des personnes, Jean Bouisson, professeur émérite à l'Inserm-université de Bordeaux, et Olivier Frezet, directeur de DomCare, une branche de la Maison de santé protestante Bordeaux-Bagatelle, opposent le concept de « reliance ». L'accompagnement doit ainsi viser à recréer des liens entre les acteurs et du liant autour de la personne.

Quand les parcours font leur chemin... Travail Social Actualités, 11/2016, n° 76, p. 15-22

Depuis "l'affaire Amélie" en 2013 et le scandale de "l'exil" des enfants handicapés, la notion de parcours de l'utilisateur commence à s'imposer. Cette évolution s'inscrit dans un contexte marqué par les projets de réforme de la tarification et des diplômes. Le point sur cette recomposition qui commence à faire sentir ses effets sur le terrain.

- Les handicaps rares ont leur réseau
- Une plateforme avant l'heure : expérience de l'association Diapasom en Poitou-Charentes
- Québec : une approche scientifique du médico-social

<http://www.diapasom.org/>
<http://www.gnchr.fr/>

Exclusion. Le pari(s) de l'ouverture et de la rencontre

Travail Social Actualités, 11/2016, n° 76, p. 24-26

L'association Aurore a installé de façon temporaire dans un ancien hôpital parisien des centres d'hébergement pour personnes démunies. Les entreprises et associations présentes sur le site permettent d'éviter tout ghetto.

Accompagner autrement les "situations critiques" / ROY Joël

Actualités sociales hebdomadaires, 01/07/2016, n° 2967, p. 30-31

L'accueil des enfants « sans solution », organisé dans la foulée des préconisations du rapport « Zéro sans solution » de Denis Piveteau, diffère d'une admission classique en institution, avertit Joël Roy, pédopsychiatre à l'institut médico-éducatif Le Bosquet à Nîmes. L'ébranlement des familles qu'entraîne la rupture des soins impose en effet une procédure spécifique.

Le travail éducatif, une course contre la montre ? / ANCHE Christophe, IZZO Laura

Actualités sociales hebdomadaires, 08/04/2016, n° 2955, p. 32-33

Les logiques gestionnaires et comptables entraînent une accélération du temps pour les professionnels. Cette précipitation de l'action menace l'acte éducatif qui naît du temps – imprévisible – de la rencontre, déplorent Christophe Anché et Laura Izzo, respectivement assistant social et éducatrice spécialisée dans le secteur de la protection de l'enfance.

Social : réparer ou reconstruire ? / SERRES Jean-François,

Projet, 06/2015, n° 346, p. 6-14

Être soi... avec d'autres
Des relations, pas des aides !
De la participation à l'engagement

Pour un droit à l'accompagnement garant de la participation sociale / DENIMAL Dominique

Actualités sociales hebdomadaires, 26/06/2015, n° 2916, p. 32-33

Le législateur doit reconnaître un droit à l'accompagnement social aux individus que notre système économique n'arrive plus à intégrer, défend Dominique Denimal, assistant de service social, sociologue de formation. Ce droit permettrait de les placer non plus en situation de débiteurs mais de créancier des services de l'action sociale, et de les réinscrire comme des citoyens de la société

L'accompagnement social en danger ? / DROUET Roger

Actualités sociales hebdomadaires, 12/06/2015, n° 2914, p. 38-39

Certaines évolutions technocratiques mettent en péril le respect dû à la personne accompagnée pourtant défendu dans les textes et les discours, s'alarme Roger Drouet, président du Mouvement pour l'accompagnement et l'insertion sociale (MAIS). Il invite les travailleurs sociaux à participer aux transformations actuelles sans céder ni sur l'éthique, ni sur la place de la personne.

<http://www.mais.asso.fr/>

Voici venu le temps des coachs sociaux / LOUBAT Jean-René

Actualités sociales hebdomadaires, 13/03/2015, n° 2901, p. 34-35

Si l'on ne veut pas qu'il se cantonne aux bonnes intentions, le recentrage de l'accompagnement sur la personne handicapée ou en difficulté doit aller de pair avec une nouvelle posture : celle du coaching social, qui prend davantage en compte la promotion du bénéficiaire, défend Jean-René Loubat, psychosociologue-consultant.

Le travail social à l'épreuve des "identités meurtrières" / GUELAMINE Faïza, VERBA Daniel

Actualités sociales hebdomadaires, 16/01/2015, n° 2893, p. 30-31

Après le vaste mouvement populaire du 11 janvier consécutif à la vague d'attentats terroristes contre Charlie Hebdo, des policiers et un supermarché caché à Paris, il reste tout un travail à mener auprès des travailleurs sociaux afin qu'ils contribuent, par une meilleure connaissance des principes de la laïcité, à réduire les crispations identitaires et à lutter ainsi contre le fanatisme et les « identités meurtrières », défendent les sociologues Faïza Guélamine et Daniel Verba.

Accompagnement, réciprocité et agir collectif [Dossier] / BRETON Hervé, PESCE Sébastien, DENOYEL Noël

Education permanente, 2015, n° 205, p. 5-184

Au sommaire du dossier :

- s'accompagner pour s'initier à l'ingénierie d'un accompagnement formateur
- l'accompagnement : de la notion au concept
- accompagnement et autonomie : un évident paradoxe ?
- accompagner : entrer en compagnie
- la coresponsabilité dans l'accompagnement est-il possible ?
- penser l'ingénierie de l'accompagnement de la formation
- la place de la délibération dans l'accompagnement à la prise de décision
- attention conjointe, coexplicitation de l'expérience et accompagnement en formation
- accompagner la sociabilité formative
- l'accompagnement professionnel des publics : une démarche intégrative indissociable du parcours
- réciprocité, agir collectif et identité professionnelle. le cas de la formation de formateurs de l'alternance
- l'accompagnement tutoral dans la formation des médecins généralistes
- accompagnement ou analyse ?
- accompagnement collectif en recherche universitaire et pragmatique de l'interrogativité
- métiers de l'accompagnement, savoirs expérientiels et formation universitaire.

Accompagner sans - trop - normaliser ? / HOUDAYER Clémence, ROBIN Régis

Actualités sociales hebdomadaires, 21/11/2014, n° 2884, p. 34-35

Un processus de normalisation existe dans la pratique des assistants de service social. Mais s'ils sont incités à trouver un « juste milieu » entre le contrôle et l'aide, ils peuvent aussi s'appuyer sur l'éthique pour trouver un sens à leur intervention, défendent Clémence Houdayer, assistante sociale, et Régis Robin, formateur en travail social à l'Arifts (Association régionale des instituts de formation en travail social Pays de la Loire) à Angers.

"La vulnérabilité comporte une dimension d'imprévisibilité et de réversibilité"

Actualités sociales hebdomadaires, 29/08/2014, n° 2872, p. 28-29

Le concept de vulnérabilité est dans l'air du temps, en particulier dans les champs sanitaire et social. Mais que recouvre cette notion qui tend parfois à remplacer celle d'exclusion ? Les explications du sociologue Bertrand Ravon, qui a copiloté une recherche et un ouvrage sur ce sujet, associant des historiens et des sociologues.

Une expérience de travail social de groupe. Partager pour se reconstruire / MAURICE Stéphanie

Actualités sociales hebdomadaires, 09/05/2014, n° 2859, p. 16-19

Le service social Artois de la Carsat Nord-Picardie propose aux assurés en arrêt de travail de longue durée un accompagnement en groupe autour de la souffrance au travail. Objectif : les aider à sortir de la dépression et préparer leur retour vers l'emploi.

Le droit à l'accompagnement social en questions / BORGETTO Michel

Travail Social Actualités, 12/2013, n° 48, p. 54

Reconnaître un droit à l'accompagnement social pour tous constituerait dès lors, tant sur le plan théorique que sur le plan pratique, une véritable révolution : puisqu'une telle reconnaissance reviendrait forcément, dans la mesure où il ne serait désormais plus possible de différencier l'aide sociale de l'action sociale en se fondant sur la présence (ou l'absence) d'un droit individuel, sinon à abolir, du moins à brouiller sensiblement les frontières traditionnelles existant entre celle-ci et celle-là...

L'accompagnement personnalisé dans les ESSMS : repères et outils opérationnels à l'usage des professionnels

Cahiers de l'actif (les), 12/2013, n° n° 448-451, p. 7-254

- La coconstruction, la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation du projet personnalisé : repères méthodologiques et outils opérationnels
- La personnalisation des prestations et des accompagnements en collectivité

Hâtons-nous d'être lents / DENIMAL Dominique

Actualités sociales hebdomadaires, 27/09/2013, n° n° 2826, p. 41-42

« Faire du social » montre en main ? Impossible, constate Dominique Denimal, assistant de service social et sociologue de formation. Car la pression temporelle qui s'exerce sur les travailleurs sociaux, au-delà du mal-être qu'elle peut susciter en eux, contrevient à ce principe intangible : le temps est la condition de tout accompagnement humain.

Pour travailler avec l'autre, il faut d'abord reconnaître nos similitudes

Actualités sociales hebdomadaires, 10/02/2012, n° n° 2746, p. 38-39

Nous sommes tous des migrants... Telle est la thèse développée par le pédopsychiatre suisse Jean-Claude Métraux dans un ouvrage riche et foisonnant : « La migration comme métaphore ». S'appuyant sur les théories du don, il appelle les professionnels du social, du soin et de l'éducatif à repenser radicalement la relation d'aide en se risquant à un échange réciproque avec ceux qu'ils ont pour mission d'aider.

• Ouvrages



Éthique et accompagnement en travail social / DEPENNE Dominique ESF, 2017, 160 p.

Le sens commun tend à rendre synonymes des notions qui ne recouvrent aucune réalité commune. L'éthique, de nos jours, n'échappe pas à ce travers. Cet essai tente d'extraire l'énigme éthique du sens commun en la différenciant de la morale et de la déontologie. Ainsi s'attache-t-il à mesurer les enjeux qui viennent au jour, à partir du questionnement éthique, lorsqu'il s'agit d'accompagner des personnes dites « fragilisées ». L'accompagnement est d'abord et avant tout une relation.



Vous avez dit "usager" ? Le rapport d'usage en action sociale / JANVIER Roland ESF, 2015, 158 p.

Cet ouvrage voudrait ouvrir d'autres perspectives en intégrant la notion de rapport d'usage comme élément central de la relation d'aide. Qu'entend-on par « rapport d'usage » ? Il s'agit de la manière dont des bénéficiaires d'interventions sociales ou médico-sociales, mais aussi les intervenants, « font usage » des dispositifs sociotechniques de prise en charge ou d'accompagnement.

Contre l'accusation faite à la technicisation du travail social de pervertir la qualité relationnelle entre intervenants et bénéficiaires, la prise en compte du rapport d'usage réhabilite la médiation technique comme support de l'échange. Faire usage d'un dispositif instaure une relation triangulaire entre le professionnel, le support technique lui-même et l'usager, qui s'apparente à un rapport de force : l'usager n'est plus un simple utilisateur mais un acteur inscrit dans une stratégie, dans un rapport social.

Prenant appui sur l'analyse de l'ingénierie de la loi n° 2002-2, des outils en découlant (livret d'accueil, contrat de séjour...), de l'évaluation, de journaux associatifs, mais aussi de la parole des usagers eux-mêmes sur Internet (blogs, forums...), l'auteur démontre que le rapport technique qui s'instaure dans les institutions sociales et médico-sociales peut permettre aux usagers de développer leur pouvoir d'agir.

Au cœur du débat, cet ouvrage propose un changement de point de vue qui ouvre de nouvelles perspectives. La technicisation, qui caractérise l'évolution du travail social, serait une opportunité pour refonder la relation d'aide : une autre manière de « faire ensemble », de créer du lien, de se positionner les uns par rapport aux autres et, finalement, de faire « bon usage » des dispositifs sociotechniques.



Accueil du public : améliorer le service aux usagers - Les enjeux de l'accueil social
MESSINA Raphaëlle
Territorial, 2015, 89 p.

Cet ouvrage propose une approche globale prenant en compte les différents paramètres et enjeux de l'accueil du public. Interpellé par les différentes mutations sociales, institutionnelles, administratives des territoires, l'accueil social prend tout son sens en tant que premier « sas » d'accès aux droits.

Il est nécessaire de comprendre l'impact des réformes territoriales et des politiques d'action sociale, qui engendrent une pression croissante sur le public, les acteurs locaux et les professionnels de l'accueil. Cet impact est mis en perspective dans l'accompagnement des actions de reconfiguration des accueils, qu'elles soient matérielles et logistiques, organisationnelle, liées aux ressources humaines, au partenariat et aux mutualisations, aux démarches qualité ou liées au cadre de la relation interpersonnelle.

L'accueil fait partie d'un tout, structure ou institution dans son ensemble, et doit être vu dans cette globalité. L'approche proposée a la particularité d'explorer les enjeux de l'accueil social non seulement au travers d'apports théoriques, mais également d'une capitalisation d'expériences, de représentations et de paroles collectées auprès de professionnels, d'élus et d'usagers, afin que chacun puisse s'en saisir dans sa pratique professionnelle ou dans un projet plus global



Pour une approche interculturelle en travail social. Théories et pratiques / COHEN-EMERIQUE Margalit
Presses de l'Ehesp, 2015, 2ème édition, 477 p.

La pratique des travailleurs sociaux auprès des migrants et de leurs enfants les confronte à des situations qui les laissent souvent très démunis. Dans cette édition actualisée, Margalit Cohen-Emerique analyse en détail les notions clés et la méthode pour surmonter ces obstacles. Le concept d'« approche interculturelle » recouvre des démarches spécifiques : le professionnel prend tout d'abord conscience de son propre cadre de références (décentration), puis découvre les valeurs de l'Autre. Dans un dernier temps, la négociation-médiation permet de résoudre les conflits inhérents à de nombreuses situations interculturelles. La méthode des « chocs culturels » ou « incidents critiques » dévoile les facteurs qui interfèrent dans la rencontre interculturelle à visée d'aide et d'accompagnement des migrants en difficulté. Près d'une centaine de situations réelles, commentées et analysées par l'auteur, contribuent à la richesse de cet ouvrage, fruit d'une longue expérience de recherche et de formation.



La méthode des chocs culturels / COHEN-EMERIQUE Margalit, ROTHBERG Ariella
Presses de l'Ehesp, 2015, 183 p.

Auprès des migrants, les travailleurs sociaux et humanitaires sont parfois confrontés à des situations qui les déstabilisent et peuvent leur sembler difficiles à intégrer dans leurs pratiques. Comment dépasser ces obstacles pour établir une relation de confiance riche des différences culturelles ? La méthode des chocs culturels permet une prise de distance par rapport à soi par la décentration ; elle ouvre à la découverte du cadre de références de l'autre et à la négociation indispensable pour permettre le « vivre-ensemble ».



Altérité et travail social / LEFEBVRE Gérard
L'Harmattan, 2015, 238 p.

Ce livre propose une réflexion propice au débat. Ceci à partir d'une approche singulière des fondements mêmes de l'altérité, et d'une observation attentive de ce qu'elle entretient de si particulier entre le travailleur social et l'utilisateur, mais aussi entre ceux qui composent l'environnement professionnel du travail social.



Distance professionnelle et implication dans la relation d'accompagnement / Cahiers de l'actif (les), 09/2014, n° 460-461, 222 p

Le discours selon lequel une relation d'aide appropriée impliquerait nécessairement pour le professionnel d'opérer une distanciation vis-à-vis de l'utilisateur, tend à s'ériger comme une sorte de dogme du travail social.

Loin de valider ce postulat de base, certains auteurs estiment que cette prise de recul, lorsqu'elle est systématique, constitue avant tout un mécanisme de défense mis en place par les travailleurs sociaux. Pour d'autres encore, il n'est point d'accompagnement sans

implication et engagement relationnel du professionnel, ce qui met inévitablement en jeu des mécanismes touchant à l'affect, aux sentiments, aux émotions, au subjectif, aux représentations culturelles ? Pour autant, cet engagement relationnel n'implique pas de renoncer à une éventuelle distanciation, dès lors que cette dernière, se fonde sur une éthique de la proximité en travail social privilégiant la singularité du sujet. L'objet de ce dossier est d'analyser les processus à l'œuvre dans la relation d'aide, tout en interrogeant le sens « politique » qu'il est possible d'attribuer à l'action des professionnels au regard d'une commande sociale toujours plus prescriptive et normative.



L'intervention sociale d'aide à la personne : rapport du Conseil supérieur du travail social / Conseil Supérieur du Travail Social

Presses de l'école des hautes études en santé publique, 2014, 180 p.

Véritable texte fondateur de l'intervention individualisée telle qu'elle se pratique aujourd'hui, le rapport du CSTS de 1996 a été à l'origine de nombreuses orientations des politiques sociales et reste d'une grande actualité. « Produit des tensions et conflits de son époque », comme le rappelle Cristina De Robertis dans son avant-propos à cette réédition, ce rapport a su remettre au goût du jour les références théoriques et le cadre conceptuel d'une

méthode professionnelle centrée sur les capacités et les compétences des personnes. Décrivant minutieusement le processus dynamique du déroulé de l'ISAP et les conditions requises pour bien la pratiquer, notamment autour des notions de confidentialité et de secret professionnel, le CSTS, avec ce rapport, a transmis aux professionnels actuels et futurs une réflexion sur les fondements de l'intervention individuelle en travail social, leur permettant de renforcer leurs compétences.



L'interculturalité

Cahiers dynamiques, 2014, p. 22-115

Interculturalité ou multiculturalité ? Au modèle d'intégration, à la française, s'oppose fréquemment le "communautarisme" à l'anglo-saxonne. Ces deux approches ne sont pas sans conséquences sur le travail éducatif et sur les trajectoires de vie des adolescents. Pour de nombreux jeunes, il est même possible de parler de choc culturel et la question de la prise en charge éducative par des professionnels appartenant à différentes cultures est une interrogation récurrente. Le thème de ce dossier pose aussi la question de l'altérité et de la

différence ; qu'elle soit ethnique ou liée au genre...

- Comment l'interculturel bouscule les cultures ?
- Travail social auprès des populations migrantes et interculturalité
- Entretien avec Rosa Sita
- Identité et culture
- La compétence interculturelle de l'éducateur
- Se confronter à l'intime et à la culture de l'autre
- Le thème et la version : traduction, interprétation
- Cultures créoles et parentalité
- Le réseau Roma
- Des roms dans l'entre-deux



Distance et proximité en travail social : les enjeux de la relation d'accompagnement / DEPENNE Dominique
ESF, 2013, 160 p.

"Rester à distance" ou "être dans la proximité" ? Tel serait le dilemme du travailleur social et plus largement de l'homme face à l'énigme de la relation humaine. Les deux termes définiraient les deux seules positions entre lesquelles le professionnel serait sommé de choisir. Là serait l'unique alternative qui s'offrirait à celui qui accompagne des personnes dites "fragilisées". Mais n'y a-t-il pas un piège à présenter les choses ainsi ? Par ailleurs, la proximité est-elle synonyme de fusion ? Dominique Depenne s'attache ici à différencier les trois termes : distance, proximité et fusion. La proximité est ce qui s'oppose radicalement et conjointement à la distance et à la fusion. Cet essai dénonce l'idéologie de la "mise à distance", destructrice de toute relation et rejette, conjointement, toute idée de fusion. La fusion annule l'autrui par absorption tandis que la distance détruit les possibilités de relation par l'exclusion de l'autrui. Prenant appui sur l'oeuvre d'Emmanuel Lévinas, l'auteur soutient qu'il n'existe qu'un "lieu" pour établir une relation : la proximité, qui seule permet l'Accueil et la Rencontre éthiques entre l'accompagnant et l'accompagné. Cet ouvrage invite tous les professionnels du travail social, quels que soient leurs métiers et leurs postes, à reconsidérer la relation et plus spécifiquement : la relation d'accompagnement.



La question interculturelle dans le travail social : repères et perspectives / VERBUNT Gilles

La Découverte, 2ème édition, 2009, 240 p.

Les travailleurs sociaux, dans l'exercice de leur profession, sont en permanence confrontés aux différences culturelles. Dans la relation d'aide, les objectifs qu'ils peuvent fixer, les moyens qu'ils mettent en œuvre, l'évaluation qu'ils font de leurs interventions sont en général - beaucoup plus qu'ils ne le pensent - marqués par leur propre culture. Il en va de même des usagers de leurs services. Mais également des institutions, dont la culture peut être en tension avec celle des agents présents sur le terrain. Les tiraillements sont donc nombreux et peuvent conduire à des situations embarrassantes, où l'improvisation et la confusion sont courantes. Pour arriver, au bénéfice de tous, à une plus grande efficacité des interventions, il est utile de promouvoir un véritable dialogue interculturel. Celui-ci passe d'abord, pour le travailleur social, par un effort de connaissance de sa propre culture, puis par une démarche de compréhension des cultures auxquelles il est confronté.



Les pièges de la discrimination. Tous acteurs, tous victimes / SCHARNITZKY Patrick
Editions de l'Archipel, 2006, 232 p.

Ne pas louer un logement à un couple homosexuel, ne pas recruter un cadre parce qu'il est trop âgé, ne pas laisser un étranger entrer en discothèque parce qu'il n'a pas « la tenue adéquate », ou persuader une écolière qu'elle n'est pas douée pour les mathématiques parce qu'elle est une fille sont autant d'exemples qui montrent que la discrimination est à la fois intolérable et universelle. Là est le paradoxe. Car discriminer est aussi une démarche « utile » pour exister avec autrui, se rassurer sur ses propres aptitudes, affirmer son identité et rendre le monde social moins menaçant. Comment alors sortir de cette contradiction et trouver des solutions durables aux niveaux politique et social ? Tel est l'enjeu de la très moderne question de la discrimination. S'appuyant sur des exemples issus de la vie quotidienne et des études ou travaux en psychologie sociale pour comprendre la dynamique de la discrimination. Il démonte les idées reçues et affirme que celle-ci est un mal condamnable mais nécessaire.



Le travail social face à l'interculturalité : comprendre la différence dans les pratiques d'accompagnement social / JOVELIN Emmanuel
L'Harmattan, 2003, 342 p.

Cet ouvrage est le fruit de rencontre entre des chercheurs venus d'horizons divers (sociologue, psychologues, pédagogues et travailleurs sociaux), sensibilisés au thème de l'interculturalité et décidés à explorer ensemble cette notion dans "pratiquement" toutes ses facettes pour éclairer les pratiques professionnelles des travailleurs sociaux. C'est un outil indispensable pouvant aider à la compréhension de la différence dans les contacts mixtes et dans les pratiques d'accompagnement social.

POUR EN SAVOIR PLUS

Bibliographie

[Interculturalité et action sociale : dépasser les stéréotypes pour créer du lien social - INSET ANGERS 12 juin 2015](#)



C/ LE TRAVAIL EN PARTENARIAT AU SERVICE DE L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

- Articles

Les gestionnaires de cas attendent une meilleure reconnaissance de leur identité professionnelle **Actualités sociales hebdomadaires, 20/05/2016, n° 2691, p. 15-16**

Mieux connaître et valoriser le rôle des gestionnaires de cas dans le dispositif MAIA (méthode d'action pour l'intégration des services d'aide et de soins dans le champ de l'autonomie) : tel est l'objectif d'une enquête de la Fondation Médéric-Alzheimer, réalisée au début 2016 dans le cadre d'un partenariat avec la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA). La fonction de gestionnaire de cas a été créée dans le cadre du troisième plan Alzheimer 2008-2012 « pour répondre à un besoin de continuité du parcours de vie des personnes âgées », rappellent les auteurs de l'étude en introduction. Leur rôle consiste à « évaluer les besoins de personnes ayant des problématiques d'une telle complexité que les réponses habituelles ne peuvent les résoudre, et à y apporter des solutions "sur mesure", au travers du plan de service individualisé ».

<http://www.fondation-mederic-alzheimer.org/Informez-vous/La-Lettre-de-l-Observatoire/Numero-en-cours>

La coordination institutionnelle entre les acteurs / AUDOUARD Nathalie **Vie sociale, 03/2016, n° 13, p. 139-148**

http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=VSOC_161_0139

Cet article se propose d'analyser ce que la démarche des Egts a produit pour les acteurs d'un département, dans un contexte institutionnel complexe. Notamment le processus engagé a été l'occasion de réaliser un véritable état des lieux territorial des logiques d'acteurs et des enjeux locaux. Il a permis de mettre en synergie des usagers, des bénévoles, des professionnels du travail social et de l'intervention sociale, mais aussi des dirigeants de structures publiques et privées gestionnaires ou opérateurs des politiques publiques de l'action sociale. Cette démarche des Egts a démontré que le travail social et l'intervention sociale ne peuvent penser leur structuration de façon isolée. Le cloisonnement des niveaux de pilotage, de décision et d'intervention doit faire l'objet d'une réflexion de fond et doit être pensé collectivement. Ce travail d'envergure qui a abouti à un plan d'action national a redonné du sens aux pratiques et dégagé ainsi des perspectives opérationnelles.

Nous avons collectivement du mal à penser la vie comme un parcours à construire »

Actualités sociales hebdomadaires, 19/02/2016, n° n° 2948, p. 36-37

Jeunesse, âge adulte, vieillesse... Le triptyque classique ne suffit plus à décrire le déroulement de nos existences. Autonomie, mobilité et activité sont autant d'injonctions qui pèsent désormais sur les parcours de vie. La sociologue Cécile Van de Velde brosse, dans un court et stimulant ouvrage, le nouveau panorama de la sociologie des âges de la vie.

La fonction de coordination dans le travail social. "Une fonction assumée à clarifier ou l'émergence d'un nouveau métier"

CRFPE, 2015, 62 p.

<http://docplayer.fr/9494667-La-fonction-de-coordination-dans-le-travail-social-une-fonction-assumee-a-clarifier-ou-l-emergence-d-un-nouveau-metier.html>

Un référent de parcours : pour qui, comment ? / LE BRIS Maryannick

Actualités sociales hebdomadaires, 20/11/2015, n° 2934, p. 19

« Coordonner les interventions autour de l'usager : faut-il un référent de parcours ? » Tel était le titre de l'une des tables rondes du colloque anniversaire des ASH, le 12 novembre à Paris. Objectif : mettre en débat l'une des mesures phares du « plan d'action en faveur du travail social et du développement social » présenté par le gouvernement le 21 octobre, créer une fonction de référent de parcours pour favoriser la coordination des interventions sociales auprès des personnes, dans une perspective d'accompagnement global. Avant de décider d'éventuelles dispositions réglementaires en 2016, le ministère des Affaires sociales a, au vu des nombreux sujets à éclaircir – mode de désignation, missions, positionnement... –, prévu de lancer une expérimentation dans plusieurs départements.

"Il faut réinscrire les publics vulnérables dans la coopération active"

Actualités sociales hebdomadaires, 18/09/2015, n° 2925, p. 30-33

Dans son dernier ouvrage « Eloge de l'insuffisance », Jean-Yves Barreyre propose d'appréhender les publics exclus à partir de leurs « configurations sociales de vulnérabilité ». Mettant en évidence comment ces situations parviennent à se maintenir en équilibre plus ou moins stable, il invite à un « changement de paradigme » de l'action sociale en ne ciblant plus seulement l'individu, mais l'individu inscrit dans son environnement.

Droits des usagers. Des parcours à construire / CANONNE Justine

Direction(s), 12/2014, n° 126, p. 22-29

Alors qu'elle est sur toutes les lèvres des acteurs du secteur, l'idée de parcours fluide, sans rupture, de chaque usager se heurte encore à bien des freins tant structurels que culturels. Miser sur la transversalité, sur les coopérations territoriales, créer des partenariats d'action entre le sanitaire et le médico-social... : des solutions existent pour lever les blocages et apporter des réponses individualisées, adaptées et réactives aux besoins des publics accompagnés. Avec un impératif pour les gestionnaires comme les pouvoirs publics : ne plus laisser personne au bord du chemin.

- Des parcours à construire
- « Il faut une innovation intégrative »
- Un dispositif pour ajuster les interventions des Itep
- Une sortie d'hôpital sereine pour les personnes âgées

Des pistes pour permettre un parcours sans rupture / AL RUBAEE Marina

Travail Social Actualités, 06/2014, n° 53, p. 10-12

Lancée au lendemain de l'affaire « Amélie », la mission confiée à Denis Piveteau doit prochainement rendre ses conclusions. Alors que le système français d'accompagnement des personnes handicapées a été pointé du doigt à plusieurs reprises ces derniers mois, les associations impliquées dans les groupes de travail livrent leurs solutions pour des parcours sans rupture.

L'art de travailler en équipe / CATHELINÉAU Yves

Actualités sociales hebdomadaires, n° 2861, 23/05/2014, p. 26-27

Comment rendre opérants les collectifs de travail et améliorer la qualité des services rendus aux bénéficiaires ? Par un travail d'équipe, qui ne peut être laissé à l'improvisation, défend Yves Cathelineau, formateur, consultant et psychosociologue clinicien. Il décline ainsi les valeurs auxquelles il faut faire référence pour que l'alchimie prenne : savoir écouter et interpeller, reconnaître l'altérité, accepter la complexité, laisser place au silence...

Transitions, continuité et ruptures dans les parcours individuels de prise en charge : impacts sur les trajectoires de vie

Cahiers de l'actif (les), 2013, n° 446-447, p. 5-206

- Parcours et projet de vie : vers une reconfiguration de l'action médico-sociale

LOUBAT Jean-René

- Continuité des parcours, polyvalence des équipes

DUBREUIL Bertrand

- Ruptures et passages : d'un espace à l'autre

MICHIT Robert, KLOTZ Vanessa

- Les gens heureux n'ont pas d'histoire : or il se trouve que les gens malheureux en aient trop...!

FAUVEL Bernard

- La construction du projet professionnel chez les jeunes "déficients intellectuels" : myopie institutionnelle et socialisation

BODIN Romuald

- Parcours en milieu ordinaire de jeunes avec un handicap mental ou psychique

FLEURY Marie-Josée, GRENIER Guy

- Favoriser la fluidité des parcours de vie : modélisation d'un exemple concret de partenariat sanitaire/médico-social autour de l'accompagnement d'une personne adulte avec TED.

CONCHON RAIMONDI Florence, DRAGREGORIO Aline

- Etude et analyse des freins à la sortie de jeunes adultes handicapés de plus de 20 ans d'institutions pour enfants, CREA Bretagne

- L'enjeu de la continuité du parcours individuel de la personne dans le dispositif MAIA...ou l'émergence de la figure du gestionnaire de cas

LESPLULIER Samuel

- Un parcours de soins et de santé sans rupture d'accompagnement

JACOB Pascal

- Approche sociologique des parcours de vie de jeunes confiés

MIENNEE Jean-François

- Le devenir des enfants placés en MECS

DEQUIRE Anne-Françoise

Repenser la pluridisciplinarité / DEPAULIS Alain

EMPAN, 12/2013, n° 92, p. 117-125

Les personnes en situation de handicap requièrent les soins de divers spécialistes. La nécessaire coordination de ces intervenants se pratique lors de réunions de synthèse. Cependant, cet exercice intra ou interinstitutionnel est propice aux amalgames et aux confusions, préjudiciables aux praticiens et aux usagers. Un constat qui nous engage à repenser la pluridisciplinarité : déterminer un objectif commun et des modalités d'échange respectueuses de l'autonomie et de la responsabilité de chacun.

- Ouvrages



La co-construction : une alternative managériale / FOUURIAT Michel
Presses de l'EHESP, 2016, 193 p.

Proche de la notion de participation, la co-construction renvoie à une question concrète : comment des acteurs ayant des intérêts ou des points de vue différents peuvent-ils élaborer un projet partagé ? Aujourd'hui, cette problématique intéresse particulièrement l'action sociale, la gouvernance des organisations, le développement territorial, la démocratie délibérative, la formation des adultes, les recherches collaboratives... Cet ouvrage répond ainsi à trois objectifs : il apporte une clarification conceptuelle, analyse la progressive reconnaissance de la co-construction dans le champ social et les raisons de l'engouement actuel pour cette problématique (même si les réalisations et les pratiques restent hésitantes), et, enfin, détaille les différents problèmes théoriques et méthodologiques au centre des démarches co-constructives.



Guide d'appui à la structuration du premier accueil social inconditionnel de proximité
Andass, Ministère des Affaires sociales et de la santé, 36 p.

<http://www.unccas.org/premier-accueil-social-inconditionnel-parution-du-guide-pratique#>

Ce guide d'appui à la structuration du premier accueil social inconditionnel de proximité qui apporte des "éclairages sur le contenu, le rôle de chaque acteur, les outils" (modalités de gouvernance et de coordination des professionnels et des institutions impliqués, organisation pratique de l'accueil...). Ce guide "a vocation à être vivant, alimenté année par année par les expériences issues des territoires". Aussi sera-t-il mis en ligne et actualisable, notamment sur les sites Internet du ministère des Affaires sociales et de la Santé et de l'Assemblée des départements de France.



Travailler en réseau : méthodes et pratiques en intervention sociale / DUMOULIN Philippe, DUMONT Régis, BROSS Nicole, MASCLÉT Georges
Dunod, 2015, 269 p.

La crise de sens qui touche la société se traduit à l'échelon du territoire par l'émergence de phénomènes sociaux et de situations problèmes de plus en plus massives et complexes. En confrontation directe avec les publics ciblés, les professionnels tentent d'exercer des missions aussi diverses que les institutions ou services qu'ils représentent. Parce qu'il reconnaît les potentiels des professionnels et des usagers, le réseau s'impose en force dans les esprits comme une sorte de panacée universelle susceptible de régler les difficultés liées aux problématiques nouvelles et à la nécessité de coordonner les actions entre partenaires. Sans succomber à ce mirage, les auteurs, à travers leurs expériences respectives, décrivent le réseau comme un outil d'intervention qui laisse une place importante à l'humain. « L'intervention de réseau », « le travail social de réseau », « les réseaux d'échanges de savoirs », « les réseaux professionnels » dans leur utilisation optimum sont des outils, certes différents, mais qui placent l'utilisateur ou le professionnel en position d'acteur capable de développer et de mobiliser des ressources pour trouver des solutions adaptées aux situations auxquelles il est confronté. Après une approche contextuelle autour de l'émergence des réseaux, les auteurs apportent des définitions de ces différentes formes organisationnelles illustrées par des exemples tirés de leurs expériences. Les conseils qu'ils apportent à la fin de chaque exposé font de cet ouvrage un véritable manuel pratique destinés à ceux qui veulent se familiariser et utiliser l'outil que constitue le réseau.



Travail social et territoire. Concept, méthode, outils / MOINE Alexandre, SORITA Nathalie

Presses de l'Ehesp, 2015, 252 p.

Les territoires sont au cœur des politiques sociales. Mais que recouvre cette notion ? Fruit d'un dialogue entre géographes et professionnels de l'action sociale, entre théorie et pratique, ce livre en propose un nouvel éclairage à l'usage des travailleurs sociaux. Pluridisciplinaire, la notion de territoire se situe au croisement de la géographie, de la sociologie, des sciences politiques et sociales. À travers une synthèse théorique, les

auteurs proposent des outils d'analyse et de diagnostic permettant d'appréhender la réalité complexe des territoires et de mieux penser le travail social. L'approche systémique est une démarche théorique, méthodologique et pratique, qui donne une grille de lecture capable de saisir la complexité du réel et d'en faire une base de connaissances au service du travail social, l'objectif étant de replacer le territoire au centre des pratiques. De nombreux exemples éclairent ce travail de conceptualisation soucieux d'apporter des réponses aux travailleurs sociaux dans leurs difficultés à appréhender l'espace géographique. Ce livre invite le lecteur à penser l'action à travers un regard de géographe, à ouvrir son champ de réflexion à la notion d'espace, à élargir sa vision du social et permet ainsi de repenser le travail social en déplaçant sa réflexion. Ouvrage de réflexion et manuel pratique, ce livre s'adresse aux travailleurs sociaux, aux apprenants et formateurs en travail social, aux cadres de l'action sociale et médico-sociale et plus largement aux acteurs institutionnels qui pilotent et/ou mettent en œuvre les politiques sociales.



Coordination et parcours : la dynamique du monde sanitaire, social et médico-social / BLOCH Marie-Aline, HÉNAUT Léonie

Dunod, 2014, 315 p.

L'accroissement du nombre de personnes âgées, handicapées ou atteintes de maladies chroniques, rend nécessaire le développement et la diversification des soins et des services, mais demande aussi une meilleure coordination des interventions. Pour lutter contre les différents cloisonnements du système de santé et d'aide, les pouvoirs publics, les professionnels et les associations de familles et d'usagers sont engagés dans un

processus permanent d'innovation et de coopération à l'origine de la dynamique de l'ensemble du monde sanitaire, social et médico-social. Cet ouvrage retrace l'histoire de la structuration de la coordination en France dans plusieurs domaines d'intervention (gérontologie, santé mentale, handicap, cancer, maladies rares, accident cérébral), ainsi que l'apparition récente de la notion de parcours dans l'espace public. Il propose une analyse critique des politiques conduites en matière de coordination, et tente d'expliquer la persistance des dysfonctionnements observés. À partir d'enquêtes réalisées sur plusieurs territoires, les facteurs de succès pour la mise en place de dispositifs de coordination pérennes sont ensuite mis en évidence. L'innovation se révèle être le produit des interactions entre initiatives locales et directives nationales. Enfin, l'ouvrage propose une typologie des nouveaux professionnels de la coordination (gestionnaires de cas, pilotes, référents, médecins coordonnateurs, chargés de mission...) et souligne notamment le rôle clé joué par les cadres intermédiaires des organisations sanitaires, sociales et médico-sociales.



Travailler ensemble, un défi pour le médicosocial. Complexité et altérité. / DEPAULIS Alain, NAVARRO Jean, KAHN Axel, CERVERA Gilles, 2013, 201 p.

Le traitement et l'accompagnement des personnes vulnérables (enfants ou adultes handicapés, atteints de maladies chroniques, en état de dépendance ou socialement marginalisés) nécessitent les soins de services différents (médicaux, psychologiques ou sociaux), en principe complémentaires. L'expérience montre combien les acteurs concernés peinent à réaliser un ensemble cohérent qui préserve la spécificité de chacun.

Comment travailler ensemble ? Comment éviter la dilution des différents discours dans la recherche d'un consensus synthétique ? Comment concevoir un projet commun au profit de la personne en souffrance ? Peut-on mettre sur le même plan l'intervention d'un médecin, celle d'un psychologue ou celle d'un travailleur social ? Comment définir un cadre, avec ses règles, ses méthodes, ses outils, pour créer une véritable entité collective au service des usagers ?



**L'institution incertaine du partenariat - Une analyse socio-anthropologique de la gouvernance partenariale dans l'action sociale territoriale / LYET Philippe
L'Harmattan, 2008, 237 p.**

L'injonction au partenariat dans l'action publique et sociale provoque chez les acteurs concernés des attitudes ambivalentes. Ils en reconnaissent la nécessité, en louent parfois la pertinence mais soulignent également les difficultés à faire travailler ensemble des professionnels d'origines diverses et à faire collaborer les institutions. Ces constats relativisent les discours actuels sur la gouvernance. Si les collaborations partenariales

permettent des innovations intéressantes, un problème structurel se pose : celui de l'institution incertaine de ces partenariats qui se traduit par deux phénomènes liés : l'incertitude des institutions face aux partenariats et le déficit d'institué de ces collaborations qui les rend fragiles et ne permet pas la diffusion des pratiques. Cette recherche permet de prolonger le questionnement sur le déclin de l'institution, de proposer aux acteurs professionnels des pistes pratiques pour développer les partenariats et d'interroger cette stratégie de développement de l'action publique en suggérant de garder le meilleur des collaborations partenariales, de faire évoluer l'organisation institutionnelle de la puissance publique en France et de promouvoir une forme d'institution plus coopérative.

4 / Pratiques professionnelles individuelles

A/ L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL PAR LA PROMOTION DES POTENTIELS

- Ouvrages



**Le lien d'accompagnement : entre don et contrat salarial / FUSTIER Paul
Dunod, 2015, 249 p.**

Cet ouvrage éclaire les significations profondes du lien d'accompagnement. Pris entre deux pôles, le travail social comme le travail du soin oscillent entre don et service contractualisé. Cette ambivalence même concourt à la réussite de cette mission paradoxale : donner de soi à autrui et être payé pour le faire. L'auteur propose une conception du lien social et du lien social en crise qui autorise une analyse fine des effets de soin ou de changement psychologique que l'on peut attendre d'une relation

d'accompagnement. La première partie de l'ouvrage approfondit l'hypothèse selon laquelle la subjectivité du lien se constituerait à partir d'une interrogation de l'usager, désireux de savoir si les actes du praticien doivent être compris comme un don qui ferait "marque d'amour" ou comme la conséquence d'un contrat salarial déterminé par ailleurs. La deuxième partie traite de la "fabrication" de l'adulte, lorsque certaines pathologies du lien social mettent en échec le changement de position dans l'ordre des générations. La question du don et de la dette est alors au cœur du processus spécialisé d'éducation qui permet de reconstruire le lien social défaillant à partir d'un changement symbolique de génération. Trente cliniques de situations professionnelles contribuent à faire de ce livre une passionnante investigation au service de la réalité du travail éducatif et thérapeutique au sein des institutions sociales et psychiatriques.



L'Empowerment : une pratique émancipatrice / BACQUE Marie-Hélène, BIEWENER Carole

La découverte, 17/01/2013, 175 p.

"La notion d'empowerment ou "pouvoir d'agir" commence à se diffuser en France sans pour autant y trouver une traduction satisfaisante. Cet ouvrage propose une discussion critique de ses utilisations, du militantisme au management, tout en défendant l'acceptation émancipatrice du concept."



Développement du pouvoir d'agir : une nouvelle approche de l'intervention sociale / JOUFFRAY Claire

Presses de l'Ehesp, 2014, 232 p.

Les travailleurs sociaux font actuellement face à des injonctions paradoxales : faire plus avec moins et faire « avec » les personnes tout en devant les inscrire dans des dispositifs préconstruits... Pour nombre d'entre eux, le malaise est profond, car ils ressentent que leurs actes ne portent plus les valeurs à l'origine de leur choix professionnel. L'approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités (DPA)

peut les aider à redonner du sens à leur pratique. Plus qu'une traduction possible du concept d'empowerment, le DPA permet de produire du « pouvoir d'agir » par la mobilisation d'un ensemble de savoirs théoriques et pratiques : la construction du problème concret, le repérage des acteurs, de leurs enjeux et de leur contexte, l'implication des personnes concernées dans la définition des problèmes et des solutions, la conduite contextuelle de l'intervention et la démarche d'action conscientisante. Des professionnels francophones (France, Belgique, Québec) témoignent dans cet ouvrage des différentes pratiques qu'ils ont initiées, rompant avec la posture du travailleur social expert. Et les résultats sont là : leur mise en mouvement entraîne celle des personnes qu'ils accompagnent et a également une incidence structurelle, tant sur les établissements dans lesquels ils exercent qu'en termes d'engagement plus collectif. Ils disent ainsi renouer avec les fondements du travail social



Interventions sociales et empowerment (développement du pouvoir d'agir) / VALLERIE Bernard, LE BOSSE Yann, JOUFFRAY Claire, PORTAL Brigitte, BUENO CAZEJUST Martine

L'Harmattan, 2012, 192 p.

Cette analyse du développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités va ici se limiter au champ des interventions sociales. Dénonciation des pratiques standardisées, réflexion et action s'effectuant avec et non sur, prise en compte de la complexité des enjeux en présence, décentration des seules caractéristiques individuelles pour

s'intéresser aux composantes structurelles, constituent ainsi des repères pour les intervenants œuvrant dans la perspective d'une plus grande justice sociale.



Interventions sociales auprès des familles en situation de précarité / BOUTANQUOI Michel ; BOUTIN Gérald ; THIERY Nathalie ; LACHARITE Carl ; MINARY Jean-Pierre ; BREUGNOT Pascale ; FABLET Dominique ; RURKA Anna

L'Harmattan, 2011, 140 p.

Travail avec les familles, soutien à la parentalité, voilà deux expressions familières dans le champ du travail social, tant sur le plan législatif et administratif que du point de vue des projets des équipes éducatives. Il n'en demeure pas moins nécessaire d'interroger ce que ces notions recouvrent. S'agit-il de changer les parents ou de modifier le regard des

professionnels et des chercheurs en particulier sur les familles en situation de précarité ? Quelles sont les logiques à l'oeuvre : aide ou contrôle ? Les contributions rassemblées dans cet ouvrage cherchent à ouvrir la réflexion sur ce point. Il intéressera autant les professionnels que les chercheurs que ces questions mobilisent. Cet ouvrage s'adresse aux professionnels de l'intervention sociale et à tous ceux qui se destinent à l'exercice de ces métiers : assistants sociaux, éducateurs spécialisés...

http://www.aecse.net/userfiles/interventions_sociales.pdf



**Réussir la protection de l'enfance avec les familles en précarité / RENOUX Marie-Cécile, NAVES Pierre, BOUCHET Paul
Editions de l'Atelier, ATD Quart Monde, 2008, 249 p.**

En France, 110 000 enfants font aujourd'hui l'objet d'une mesure judiciaire de placement hors du foyer de leurs parents. Généralement trop peu accompagnée, cette mesure entraîne de fréquents traumatismes. Incontournable dans certaines situations, elle pourrait être évitée dans bien des cas. Comment sortir de cette logique qui, au nom de la « protection de l'enfant », conduit trop souvent - notamment dans les situations de grande pauvreté - à le priver de relations vitales avec ses parents ? C'est pourtant un droit reconnu par la Convention internationale des droits de l'enfant. S'appuyant sur un dialogue aussi bien avec des parents en grande pauvreté qu'avec des professionnels concernés et l'auteur, ce livre propose une alternative à la rupture des liens familiaux, fût-elle temporaire. Cette rupture s'effectue, la plupart du temps, dans un contexte de précarité ou d'exclusion sociale. On ne peut donc intervenir pour protéger les enfants sans en tenir compte et sans agir de concert avec les parents pour les épauler dans la réalisation de leurs projets familiaux. Relatant de nombreuses expériences où les Conseils généraux et les associations soutiennent enfants et parents afin d'éviter le placement, ce livre constitue un outil judicieux d'information et de formation, notamment pour les 200 000 professionnels qui travaillent dans le secteur de l'Aide sociale à l'enfance.

- **Articles**

"Certains usagers se sentent de moins en moins concernés par les prestations qui leur sont destinées"

Actualités sociales hebdomadaires, 23/12/2016, n° 2989, p. 32-33

Pourquoi de nombreux usagers ne bénéficient-ils pas des prestations auxquelles ils ont droit ? Du fait de la complexité des dispositifs et de la méconnaissance des bénéficiaires, sans doute... Mais pour le chercheur Philippe Warin, qui publie un ouvrage sur le sujet, le non-recours s'explique aussi par un désintérêt, voire un refus des citoyens d'intégrer certains dispositifs.

Participation. Le pouvoir aux usagers

Direction(s), 01/2016, n° 138, p. 24-31

Confortée par la loi 2002-2, la participation des usagers des établissements et services sociaux et médico-sociaux franchit un nouveau cap. Développement du pouvoir d'agir, pairémulation, autodétermination... C'est un changement de regard et un nouveau mode de relation qui se construit, et dont témoigne le questionnement des équipes sur leurs missions et leurs postures. Des interrogations auxquelles doivent répondre les directions. La prise en compte des personnes accompagnées, expertes de leur vécu et reconnues comme partenaires, nécessite en particulier de revoir les formations afin d'accompagner ce changement de paradigme.

- « Nous sommes tous des usagers », Entretien avec Marcel Jaeger, professeur eu Cnam
- Ni malades, ni concurrents, mais adhérents, expérience de l'association Espoir 54
- Un comité d'usagers incubateur de projets (Csapa de l'Eure)

<http://www.espoir54.org/>

Quand l'individu s'émancipe grâce aux autres / BRUGERE Fabienne

Projet, n° 346, 06/2015, p. 59-67

<http://www.cairn.info/revue-projet-2015-3-page-59.htm>

Une société d'individus est-elle incompatible avec une société où l'on prend soin d'autrui ? Au contraire ! Pour F. Brugère, ces requêtes se rejoignent désormais : le travail social consiste ainsi à permettre aux individus de reconquérir leur puissance d'agir.

Reconnaître les "paradoxes" des situations pour mieux intervenir / SAUTEREAU Laurent

Actualités sociales hebdomadaires, 24/04/2015, n° 2907, p. 36-37

Les travailleurs sociaux peuvent se sentir piégés par certaines situations qui leur apparaissent insolubles. Prendre conscience des « paradoxes » auxquels ils sont confrontés peut les aider à trouver la bonne stratégie, explique Laurent Sautereau, coordinateur pédagogique de formation au travail social dans les Pays de la Loire. Une conviction tirée de son immersion pendant plusieurs mois dans un dispositif d'analyse des pratiques au sein d'une maison d'enfants à caractère social.

Participation des usagers : Empowerment, une contre-culture pour le travail social / Actualités sociales hebdomadaires, n° 2886, 05/12/2014, p. 26-29

En une dizaine d'années, le concept nord-américain d'empowerment est devenu un enjeu majeur du travail social en France. Le développement du pouvoir d'agir des personnes, formule plus consensuelle dans l'Hexagone, ouvre la perspective d'un renouveau des pratiques participatives. Mais, selon ses promoteurs, il ne se fera pas sans remises en cause.

- Travail social communautaire : quelles spécificités ?

Peut-on dégager des spécificités dans les démarches d'empowerment des habitants inspirées par des professionnels du social ? C'est le sens de la recherche-action sur les interventions sociales communautaires (2013-2015) lancée par le réseau SPISC

http://www.cnlaps.fr/system/files/Articles/Recherche-Action%20du%20SPISC_Copil2-Avril%202013.pdf

<http://congres2013.centres-sociaux.fr/>

L'empowerment : au-delà du terme, vers une démarche particulière / DURAND Maëlle EMPAN, n° 94, 06/2014, p. 144-148

http://www.cairn.info/revue-empan-2014-2-page-144.htm#anchor_abstract

Au-delà de sa caractéristique d'être intraduisible, l'empowerment est une notion anglo-saxonne adaptable en France, notamment dans le domaine de l'action sociale. En mettant les acteurs et les usagers au cœur de leurs responsabilités, cette notion se transforme en un processus proactif. L'article est basé sur des exemples d'organismes à but non lucratif américains. Il montre en quoi les choix de financement, la participation active des membres, la gestion ciblée des bénévoles et la pratique de l'évaluation permettent, entre autres, d'engendrer une telle démarche.

Développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités (empowerment) et pratiques sociales. Une approche susceptible de contribuer à une dynamique de développement durable / VALLERIE Bernard

Collectif pouvoir d'agir, 03/2014, 8 p.

<http://pouvoirdagir.fr/2014/05/05>

Bernard Vallerie, professeur à l'université Pierre Mendès France de Grenoble au département Carrières sociales, propose une analyse de l'intérêt du développement du pouvoir d'agir dans une dynamique de développement durable. Ce texte dresse un rapide historique de la notion d'empowerment et de l'utilisation possible dans le cadre des pratiques sociales. Enfin, ces deux éléments lui permettent de se pencher sur l'intérêt de cette démarche dans une dynamique de développement durable.

B/ LE TRAVAILLEUR SOCIAL : FACILITATEUR DE L'ACCES AUX DROITS ET AUX SERVICES

- **Ouvrages**

Evaluation du non-recours aux minima sociaux et aux soins des personnes en situation de précarité sociale

Odenore, 2016, 158 p.

<https://odenore.msh-alpes.fr/content/evaluation-du-non-recours-aux-minima-sociaux-et-aux-soins-des-personnes-en-situation-de-pr>

Rapport d'information sur l'évaluation des politiques publiques en faveur de l'accès aux droits sociaux / BIEMOURET Gisèle, COSTES Jean-Louis

Assemblée nationale, 10/2016, 368 p.

<http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i4158.asp>

En 2013, la France comptait 8,6 millions de personnes sous le seuil de pauvreté et 4 millions d'allocataires de minima sociaux. Depuis 2008, la baisse de pouvoir d'achat frappe durement les plus pauvres (- 3,5 %). Dans ce contexte, quels résultats pour le volet « Accès aux droits » du Plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale ? Ce rapport passe au crible les conditions d'accès aux minima sociaux contribuant à soutenir le revenu et à favoriser l'accès aux soins. Si l'action publique témoigne d'une louable prise de conscience sur le non-recours, elle pêche par un décalage entre ambitions et moyens, voire un certain cynisme quand l'absence de chiffres arrange tout le monde.



**Le non-recours aux politiques sociales / WARIN Philippe
Presses Universitaires de Grenoble, 2016, 242 p.**

La question du non-recours aux prestations sociales figure sur de nombreux agendas politiques. En France, ce sont jusqu'à 60% de personnes qui n'ont pas recours à certaines prestations sociales. Il en va de même dans d'autres pays. Peu connu, ce phénomène touche pourtant les politiques sociales et les autres composantes de la protection sociale (Sécurité sociale, assurances privées et organismes de prévoyance, aide et action sociale).

Dans cet ouvrage, l'auteur établit un état des lieux de la question, à la fois sur le plan scientifique et sur le plan des politiques publiques. Il développe une synthèse des modèles d'analyse, et met en lumière l'importance du chiffrage du non-recours pour l'évaluation des facteurs d'échec et de réussite de l'action publique. Il en propose des explications, et questionne les ressorts du phénomène.

Il interroge en particulier le ciblage des politiques de lutte contre la pauvreté et la précarité. Ce dernier, en entraînant une stigmatisation des personnes ciblées, pourrait-il conduire à un refus de recourir à l'aide publique ? Enfin, l'auteur explore une dernière piste, selon laquelle le non-recours manifesterait l'expression d'un désintérêt ou d'un désaccord pour l'offre publique. Le non-recours, un comportement politique ?



**L'envers de la fraude sociale. Le scandale du non-recours aux droits sociaux /
ODENORE, La Découverte, 2012, 210 p.**

Le discours sur la « fraude sociale » a marqué le quinquennat de Nicolas Sarkozy. Prétendant sauver la protection sociale des assistés et des tricheurs, ce discours a répandu l'idée que les droits économiques et sociaux se méritent et a inoculé une suspicion à l'encontre de leurs bénéficiaires légitimes. En martelant l'idée que le système est « fraudogène », il a prétendu que les droits ne sont pas une obligation et que les prélèvements les finançant ne sont pas un devoir, à l'inverse des principes qui fondent le

modèle social français. Or, pour être juste et acceptable, la lutte contre la fraude doit éviter l'amalgame et la division, et participer à une politique générale d'accès aux droits sociaux. Car si la fraude à l'ensemble des prestations sociales est estimée à 4 milliards d'euros par an, son envers, à savoir le « non-recours » à ces aides de la part des très nombreuses personnes qui y ont droit, est bien supérieur. Ainsi, chaque année, 5,7 milliards d'euros de revenu de solidarité active, 700 millions d'euros de couverture maladie universelle complémentaire, 378 millions d'euros d'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé, etc., ne sont pas versés à leurs destinataires. C'est ce que démontre et interroge cet ouvrage, exemples, faits et chiffres à l'appui. Pour le collectif d'auteurs réuni ici, le nouveau gouvernement doit s'occuper prioritairement du phénomène du non-recours, car ce qui n'est pas dépensé n'est en rien une économie. Cela signifie au contraire l'appauvrissement de bon nombre de ménages et la destruction de recettes pour la collectivité.

- **Articles**

**L'analyse du non-recours : au-delà du modèle de la relation de service / WARIN Philippe
Vie sociale, 06/2016, n° 14, p. 49-64**

La réalisation des relations de service n'a rien de systématique. Elle se confronte parfois à une résistance des usagers qui produit du non-recours. Dès lors, le modèle de la relation de service doit être écrit autrement s'il veut en tenir compte. En l'espèce, le travail de l'agent prestataire ne consiste pas seulement à agir sur ses rapports avec l'utilisateur, mais aussi avec l'offre proposée. L'analyse du non-recours a donc besoin d'un modèle d'analyse distinct car elle conduit à considérer qu'il n'y a pas d'utilisateur sans tenir compte de son rapport à l'offre, à son contenu normatif au-delà même de l'acte de la prestation. De ce point de vue, le modèle proposé par l'auteur de « rapport social de service » offre une meilleure prise en compte.

https://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=VSOC_162_0049

Non-recours : à quand la fin de l'exception française ? / LANGLOIS Géraldine

Gazette sante social (la), 12/2015, n° 124, p. 15-22

Deux ans après le lancement du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, 40 à 70% des bénéficiaires potentiels de prestations sociales n'en bénéficient toujours pas. Une triste spécificité française puisque le non-recours moyen oscille dans les pays de l'OCDE entre 20 et 40%. Or, souligne Philippe Warin, cofondateur de l'Observatoire des non-recours aux droits et services

- St Etienne du Rouvray - Un dispositif simplifié d'accès aux services municipaux
- Gard - Une plateforme départementale contre le renoncement aux soins
- Une prise de conscience à concrétiser : les points de vue de Pierre Mazet et Brigitte Alsberge
- En Belgique, les institutions partagent leurs données

<https://odenore.msh-alpes.fr/>

<http://www.alerte-exclusions.fr/>

Un guichet unique d'accueil pour les services de proximité

Intercommunalités, 09/2015, n° 202, p. 21

Permettre des inscriptions et un paiement dématérialisé d'une multitude de services de la communauté et de sa ville centre : tel est l'enjeu du guichet unique de la communauté de communes du Pays de Vendôme. Si ce service a nécessité l'adaptation et la formation des agents, il est aujourd'hui un succès, en interne, comme pour les habitants.

Lutte contre le non-recours : une enquête décrypte les politiques locales /

Actualités sociales hebdomadaires, 04/09/2015, n° 2923, p. 20-22

Comment les acteurs locaux agissent-ils pour lutter contre le non-recours ? Alors que la question est désormais inscrite à l'agenda politique – lutter contre le non-recours fait partie de la feuille de route 2015-2017 du plan gouvernemental de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale –, l'Observatoire des non-recours aux droits et services (Odenore) publie le premier volet d'une enquête commandée par la direction générale de la cohésion sociale auprès des centres communaux d'action sociale (CCAS) et des conseils départementaux pour connaître leurs actions en la matière. Le rapport analyse les réponses de 670 CCAS (soit 17 % des adhérents à l'Unccas) et de 34 départements à un questionnaire en ligne de plus de 130 questions. Un second volet doit prolonger le chantier à travers des entretiens approfondis avec les acteurs de l'action sociale de plusieurs territoires. Au-delà du recensement des actions locales, les auteurs ont cherché à savoir si les CCAS et conseils départementaux, dans le contexte de fortes contraintes financières, intégraient la question du non-recours dans leur programmation budgétaire, ce qui serait « le signe de son institutionnalisation ». Ils se sont aussi demandé si la lutte contre le non-recours pouvait produire, à travers des partenariats signés par les différents acteurs locaux, « des effets leviers pour passer d'une logique individuelle à une logique collective de l'action sociale ».

Rennes. Des espaces communs pour simplifier l'accès aux services sociaux

Gazette sante social (la), 09/2015, n° 121, p. 43-45

Créés à la fin des années 1990, les ESC rennais jouent la carte de la proximité, **du partenariat interinstitutionnel** et des synergies professionnelles. Objectif : simplifier l'accès au service public social en dépassant la spécialisation et la complexité des compétences de chaque acteur engagé dans le projet.

<http://site.apras.org/>

Pourquoi le non recours ? / WARIN Philippe

Projet, 06/2015, n° 346, p. 19-24

Nombre de citoyens ne bénéficient pas des prestations sociales (RSA, cotisations familiales) auxquelles ils ont droit. Un phénomène aux lourdes conséquences sociales. Si le ciblage des prestations et la complexité des dispositifs sont pointés du doigt, c'est parfois le bien-fondé d'une politique que les ayants droit remettent en cause en refusant d'y avoir recours.

La lutte contre le non-recours au local. Enquêtes auprès des CCAS et des Conseils généraux / WARIN Philippe, MAZET Pierre, CHAUVEAUD Catherine, CASAGRANDE Annette, ODENORE, 03/2015, 82 p.

https://odenore.msh-alpes.fr/documents/rapport_final_etape_1_l-nr-l_mars_2015-ss_q.pdf

« L'e-inclusion, un levier ? » / Brigitte BOUQUET, Marcel JAEGER

Vie sociale, 2015/3 (n° 11), p. 185-192.

Les Technologies de l'information et de la communication (tic) s'imposent dans tous les champs de la vie sociale, économique, politique et culturelle. Mais si le numérique dope le quotidien, il ne profite pas à tous. Une importante partie de la population rencontre des difficultés d'accès et d'usage, alors même qu'elle pourrait faire de cette technologie un levier de l'inclusion. Les auteurs de ce texte, en s'appuyant sur plusieurs articles, explorent le développement de la fracture numérique, mais aussi dans quelles conditions ces tic pourraient favoriser l'inclusion sociale.

Faire du numérique un outil d'inclusion sociale

Gazette sante social (la), 12/2014, n° 113, p. 8

Emmaüs Connect, entreprise sociale née au sein du mouvement Emmaüs il y a trois ans, a décidé de faire du numérique un outil de lutte contre l'exclusion. " 40 % des personnes pauvres n'ont pas accès à Internet à domicile et 26 % n'ont pas de téléphone portable". Ses actions : Multiplier des points d'accueil dans lesquels les publics fragilisés peuvent trouver des solutions de communication dans un contexte de dématérialisation des services administratifs, de besoin de connexion pour trouver du travail et d'accès simple à leurs droits". Pour mieux toucher les jeunes, Emmaüs Connect ouvrira un portail web destiné à l'insertion professionnelle. Enfin, dans le cadre d'un partenariat avec l'Unccas, un accompagnement des professionnels de l'action sociale pour améliorer leur offre auprès des personnes en difficulté.

<http://www.les-cahiers-connexions-solidaires.fr/>

<http://connexions-solidaires.fr/>

L'action sur le non-recours devant des résistances du travail social / WARIN Philippe

Revue Française des Affaires Sociales, n° 1-2, 2014, p. 64-77

<http://www.cairn.info/revue-francaise-des-affaires-sociales-2014-1-page-64.htm>

L'action sur le non-recours est en train de s'organiser sous l'impulsion du Plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale. Cet article vise à alerter sur les résistances que cette action peut rencontrer du côté des travailleurs sociaux. En étudiant l'exemple d'un dispositif d'action expérimenté localement à l'initiative de centres communaux d'action sociale, on s'aperçoit que ces résistances peuvent porter sur les conditions mais aussi, comme ici, plus souvent sur le sens de l'action proposée. Sur le fond deux questions se trouvent posées : celle de l'épuisement du modèle de l'action sociale, lorsque l'action sur le non-recours apparaît comme une nouvelle ligne de fuite d'une action sociale qui génère toujours plus de besoins et impose en conséquence toujours plus d'objectifs à réaliser à ses professionnels ; et celle de l'individualisation des politiques qui, du fait de l'accumulation de critères et de procédures qu'elle impose aux professionnels et aux usagers, empêche une politique de l'individu qui écoute et intègre les attentes, critiques et refus de ces derniers. L'action sur le non-recours se confronte aux représentations des travailleurs sociaux sur l'assistance et sur les publics, quand elle se fixe pour enjeu politique de transformer les rapports aux usagers.

CCAS de Montreuil (93). Ecrivain public : un rôle clé pour l'accès aux droits

Actes : actions et territoires du social, 11/2014, n° 452, p. 33

Depuis 2012, le CCAS de Montreuil développe un réseau d'écrivains publics de manière à faciliter l'accès aux droits pour les personnes à mobilité réduite, illettrées ou éprouvant des difficultés avec la langue française. Le recours à des équipes mixtes de professionnels et de bénévoles permet de couvrir l'ensemble de son territoire et l'organisation pérennise le dispositif.

Des jeunes en mission contre le non-recours

Travail Social Actualités, 06/2014, n° 53, p. 29-31

A Châlons-en-Champagne, des jeunes en service civique se font les relais, auprès de leurs concitoyens, d'une information sur l'accès aux droits sociaux et aux services de leur ville. Une initiative originale mise en oeuvre par l'association Unis-Cité.

Pour en savoir plus :

Dossier documentaire



[Le non-recours aux droits et aux services : un enjeu de lutte contre les exclusions - INSET ANGERS - 26 et 27 novembre 2015](#)

5 / Pratiques professionnelles collectives

Travail social, partenariats et transactions sociales

Pensée Plurielle, 2016, 176 p.

-Transactions sociales et partenariats institutionnels

* Les transactions partenariales dans le travail social : des institutions incertaines

* Les coopérations, de nouvelles transactions dans le travail social ?

* Principaux acteurs et leviers du développement social et besoins de formation associés des travailleurs sociaux. La pratique et le point de vue d'un dirigeant de collectivité territoriale

* Les capacités d'agir des travailleurs sociaux

-Transactions sociales entre professionnels et destinataires du travail social

*Les marches exploratoires de femmes. Quand un dispositif à visée participative renforce le pouvoir d'agir des professionnels de l'action sociale

* Le travailleur médico-social, entre l'institution et les parents

* Le tutorat comme outil d'adaptation dans un contexte de changement : un champ d'observation pertinent de la transaction sociale

<https://www.cairn.info/revue-pensee-plurielle-2016-3.htm>

De nouvelles initiatives pour faciliter la participation des citoyens aux politiques de solidarité

Actualités sociales hebdomadaires, 11/11/2016, n° 2983, p. 6

Afin de favoriser la participation citoyenne à l'élaboration et au suivi des politiques de solidarité – axe majeur du plan d'action en faveur du travail social et du développement social(1) –, le ministère des Affaires sociales et de la Santé a diffusé un « kit de la participation citoyenne » à destination des acteurs qui souhaitent mettre en place cette démarche au sein de leur organisation. Ce kit, explique-t-il sur son site Internet, comprend « 12 fiches opérationnelles illustrées avec des exemples d'outils et de pratiques inspirantes » (réaliser un état des lieux de l'existant, structurer et coordonner la démarche, identifier et mobiliser les participants, animer une réunion de participation...).

http://social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/kit_de_la_participation_complet_.pdf

Plateformes de services : « Une (r)évolution des postures et des pratiques »

Actualités sociales hebdomadaires, 11/11/2016, n° 2983, p. 20-23

Ne plus raisonner en termes de places et d'établissements, mais de parcours de vie et d'adaptation des réponses aux besoins évolutifs des personnes, telle est la philosophie des plateformes de service que défend Marie-Aline Bloch, chercheuse en sciences de gestion, coauteure avec Jean-René Loubat, psychosociologue, et Jean-Pierre Hardy, vice-président de France Horizon, d'un ouvrage sur le sujet.

- Brève histoire des organisations du secteur : tour d'horizon rétrospectif sur la structuration du secteur avec Jean-René Loubat.

Intervention sociale collective. Le "développement communautaire" dans tous ses états
Actualités sociales hebdomadaires, 07/10/2016, n° 2978, p. 32-35

Au terme d'une recherche-action de trois ans, un rapport sur la « prise en compte de la dimension communautaire dans les interventions sociales collectives » tente de mieux comprendre ce qui favorise et freine le « développement communautaire ». L'occasion de réinterroger la notion de « communauté » dans l'intervention sociale.

- La "communauté" pour "aller vers"

<http://www.cnlaps.fr/SPIsC/seminaire-pour-la-promotion-de-l-intervention-sociale-communautaire>

"Au Québec, l'intervention communautaire est une composante fondamentale du travail social"
Actualités sociales hebdomadaires, 17/06/2016, n° 2965, p. 16-17

L'intervention collective est inscrite depuis toujours dans le modèle social québécois. En France, en revanche, ce type d'approche peine à trouver sa place. Titulaire de la chaire de recherche du Canada en organisation communautaire, Denis Bourque détaille les modalités de l'intervention communautaire au Québec et pointe les différences entre nos deux pays.

<http://w4.uqo.ca/crcoc/>

Le Développement social aujourd'hui : pour qui ? pour quoi ? /
Revue française de service social, 03/2016, n° 127, p. 8-113

- PREMIÈRE PARTIE : REGARDS CROISÉS

* Du progrès social au développement social local dans l'histoire du travail social

Henri Pascal

* Le développement social et son actualité

Geneviève Besson

* Le développement social local est-il vraiment au service des institutions, des citoyens ou des élus ?

* Didier Dubasque

* Travail social et développement social : la juste place

Micheline Romagnan

* Le développement social dans les rapports officiels

Cristina De Robertis

* Le développement social : critique de la raison politique ou les champs de l'attraction sociale

Denis Fleurdorge

* Injonction participative ou empowerment ? Les enjeux de la participation

Marion Carrel

- DEUXIÈME PARTIE : INITIATIVES ET PRATIQUES

* Le développement social local, il est temps de passer à l'acte !

Marie-Renée Bourget-Daïch et Marc Monneraye

* Le Val-de-Marne (94) : une collectivité promotrice du développement social local

Aurélie Compain, Patrice Pierre

* Le diagnostic social territorial, un outil de professionnalisation pour les étudiants assistants de service social

Joëlle Delacôte

* Témoignage

Diagnostic social territorial pour l'impulsion d'un développement social local

Lise Bakkaus-Dokoro

* Le développement social local comme support pédagogique de la formation des travailleurs sociaux

Brigitte Baldelli

* Action collective mise en place par le service social départemental de Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis 93)

* La santé vue à travers le théâtre

Alice Ananou, Émilie Caudebec, Cécile Mbarga

Avec les familles dans les crèches ! Expériences en Seine-Saint-Denis / RAYNA Sylvie
Eres, 2016, 201 p.

L'implication et la participation des parents sont prescrites dans les textes officiels qui encadrent les structures d'accueil de la petite enfance et l'école maternelle. Mais sur le terrain, les équipes se trouvent parfois démunies pour traduire ces injonctions en actions. Depuis des années, les crèches de Seine-Saint-Denis font preuve de créativité pour agir avec les parents en vue d'améliorer l'accueil des jeunes enfants et de leur famille.

Dans une société marquée par la montée de la pauvreté, de la désaffiliation sociale, des éclatements familiaux, etc., les projets mis en oeuvre indiquent la voie de ce qu'il est possible d'engager pour un mieux vivre ensemble. 12 crèches départementales présentent et analysent leurs avancées en direction des familles qu'elles accueillent. Professionnelles, responsables départementaux, partenaires associatifs du monde des arts et de la culture exposent la genèse, le déroulement et les impacts d'un ensemble de projets innovants qui témoignent d'un changement paradigmatique : le passage d'actions pour les parents à des actions partagées avec les parents. Ces expérimentations heureuses apportent savoirs, savoir-faire et savoir être, sur lesquels d'autres acteurs de la petite enfance pourront s'appuyer pour oser ouvrir davantage les portes de leurs structures et s'engager dans un processus de coéducation plus constructif.

L'ISIC : des pratiques actuelles à l'intelligence collective
Revue française de service social, 2015, n° 259, p. 8-123

- Réflexions et références théoriques
- L'intervention sociale d'intérêt collectif en pratique : une production d'intelligence collective
- Quelle place pour l'intelligence collective dans le travail social ?

L'intelligence collective au service de l'intérêt collectif / DUPUIS-HEPNER Nathalie
Revue française de service social, 2015, n° 259

Par sa nature même, le travail social est un laboratoire très riche d'expérimentation de l'intelligence collective. Dans la relation avec les usagers et avec les partenaires, et dans la relation entre travailleurs sociaux, s'élaborent le renforcement des connaissances et l'apprentissage mutuel. Structurer la démarche et les fruits de l'intelligence collective, c'est donner au service social des atouts pour co-construire et pérenniser les méthodologies les mieux adaptées aux besoins sociaux.

L'intervention sociale d'intérêt collectif de la personne au territoire / ROBERTIS Cristina (de), ORSONI Marcelle, PASCAL Henri, ROMAGNAN Micheline
Presses de l'école des hautes études en santé publique, 2014, 301 p.

L'intervention sociale d'intérêt collectif (ISIC) est un enjeu de professionnalité pour le travail social. Complémentaire de l'intervention sociale d'aide à la personne (ISAP), elle relève, tout comme celle-ci, de la fonction de passeur qui est celle du travailleur social. Ce livre vise à promouvoir l'ISIC, à préciser ses fondements et définir les savoirs et savoir-faire inhérents à cette forme de travail social. La complémentarité entre approche individuelle et collective se traduit par une méthodologie qui articule différentes dimensions (petit groupe, grand groupe, territoire, développement social local), comme autant de dynamiques évolutives de plus en plus larges et complexes. Les auteurs prennent appui sur la pratique de travailleurs sociaux en exercice, afin d'alimenter la réflexion des professionnels et de proposer des outils aux étudiants. Cette deuxième édition mise à jour prend en compte les évolutions, liées aux réformes des formations et des politiques sociales, qui ont impacté le champ social.

Don et professionnalité dans la relation éducative / ARGOUD Virginie
Actualités sociales hebdomadaires, 04/04/2014, n° 2854, p. 38-39

A partir de la théorie du don, Virginie Argoud, chef de service éducatif et titulaire d'un master pro de sociologie, examine la professionnalité des personnels accompagnants dans les foyers d'hébergement de personnes en situation de handicap. Et souligne l'importance du cadre de travail posé par l'institution pour donner toute sa place à l'économie des échanges par le don.

Citoyennetés ordinaires. Pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes / CARREL Marion, NEVEU Catherine Karthala (Éditions), 2014, 328 p.

Crise de la citoyenneté, ou cécité des observateurs ? Nous ne voyons plus toujours la citoyenneté telle qu'elle se pratique aujourd'hui, quitte à pleurer sur sa disparition. Ne s'agit-il pas plutôt de son renouvellement et de la pluralité de ses formes, que n'aide pas à saisir la sempiternelle référence à Jürgen Habermas ?

L'intervention sociale d'intérêt collectif : réflexions sur une dynamique de formation et de pratique Revue française de service social, 03/2013, n° n° 248, p. 8-119

Extrait Editorial : La dénomination « intervention sociale d'intérêt collectif » (ISIC) est une spécificité bien française qui n'existe ni en Europe, ni dans les pays d'Amérique. Sous ce terme sont regroupées plusieurs formes d'intervention dont la connaissance a été rendue obligatoire avec la réforme du diplôme d'État d'assistant de service social (DEASS) en 2004. Cette méthodologie est nommée différemment en fonction des diplômes du travail social. Mais concrètement, neuf ans après la réforme du DEASS, qu'en est-il réellement de sa mise en oeuvre ? Les professionnels s'en sont-ils saisis ? Comment est-elle enseignée tant en DEASS à travers le dossier de pratiques professionnelles (DPP) ? La pratique des ASS diplômés depuis 2007 est-elle différente ? Y a-t-il plus d'ISIC sur le terrain ? Les employeurs soutiennent-ils cette forme d'intervention ?

Développer et réussir l'intervention sociale d'intérêt collectif / Conseil Supérieur du Travail Social, DUBASQUE Didier, 2010, 330 p.

Enjeu majeur pour le travail social et l'action sociale territorialisée, l'intervention sociale d'intérêt collectif (ISIC), complémentaire de l'intervention sociale d'aide à la personne, est aujourd'hui insuffisamment développée en France.

Laissant une large place à la parole des acteurs et aux expériences de terrain, le rapport examine les différentes dimensions de l'action collective et les obstacles à sa mise en oeuvre. A travers de multiples exemples, et au moyen de propositions concrètes élaborées à partir du quotidien des professionnels, les auteurs invitent l'ensemble des acteurs à investir ce mode d'intervention.

6 / Autres ressources utiles

- Sites

Ministère des Affaires Sociales, de la Santé et des Droits des Femmes

<http://social-sante.gouv.fr/>

OASIS

<http://www.travail-social.com/>

Le Social

<http://www.lesocial.fr/>

- Emissions de radio - conférences en ligne

Reconnaitre et valoriser le travail social, ETSUP Paris, 30/09/2015,

<https://www.youtube.com/watch?v=KpQVMwWH1Ag>

En rendant son rapport au premier ministre, Brigitte Bourguignon donne des orientations sur le futur de nos professions. Mais quel sera le travail social de demain? La députée du Nord pas de Calais est l'invitée du Trottoir d'à côté, l'émission pour répondre à cette question.

60 ans du Travail social – ASH, 2015

<https://www.youtube.com/channel/UCWa8ThSVpIBWfOsnYtgc7aw>

Si je vous dis travail social ? : Micro-trottoir sur la Grand'Place de Lille, 2015

<http://www.lasauvegardedunord.fr/travail-social-micro-trottoir-sur-la-grand-place-de-lille/>

Replacer le travail social au cœur du débat citoyen et des politiques publiques : plus de 300 participants au débat co-organisé par SOWO (club régional de dirigeants du travail social) et l'IRTS autour de la Députée Brigitte Bourguignon. Introduction de ce congrès par un micro-trottoir sur la Grand'Place de Lille. « Si je vous dis travail social, vous répondez ? ». Ben oui !

Marcel JAEGER - Les mutations de l'action sociale et du travail social - 08/2015

<http://www.travail-social.com/Marcel-JAEGER-Les-mutations-de-l>

« Travail social et intervention sociale, deux termes qui ont parfois été donnés l'un pour l'autre, mais deux termes qui posent problème. C'est un point qui a été beaucoup discuté dans le cadre des états généraux du travail social. En gros, le travail social correspond à un champ professionnel bien identifié, par exemple par 14 certifications inscrites dans le CASF.

Ce que l'on appelle l'intervention sociale, ce sont des modalités d'actions, qui englobent un ensemble de qualifications beaucoup plus large. On arrive sur 143 certifications de toutes natures, délivrées par 5 ministères certificateurs.

Donc la question que se posent beaucoup de travailleurs sociaux est de savoir dans quelles mesures cet élargissement du périmètre du travail social historique vers des modalités d'intervention sociale qui englobent d'autres acteurs n'est pas l'amorce d'une dérégulation du travail social... »

Ethique et travail social en 2015 en France avec François Roche, 2015

<https://www.youtube.com/watch?v=anMzbndI3Vk>

François Roche, fort d'une longue expérience au cœur des institutions publiques et de formation du travail social nous livre sans concessions sa lecture professionnelle et éthique de la réalité du travail social aujourd'hui et son expertise en matière d'éthique dans une société qui ne morcelle...

Dossier documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex
www.cnfpt.fr

Directeur de publication : **Marion Leroux**, Directrice

Conception et réalisation : **Bérangère Godement, Amandine Robin, Nathalie Robichon, Marie-Christine Marchand**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2017 CNFPT/ INSET D'ANGERS